

ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΕΝ ΑΘΗΝΑΙΣ ΤΗ: 21 ΔΕΚΕΜΒΡΙΟΥ 1978 | ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟΝ | ΑΡΙΘΜΟΣ ΦΥΛΛΟΥ 227

ΠΕΡΙΕΧΟΜΕΝΑ

ΝΟΜΟΙ

ΝΟΜΟΙ

(1)

ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 840

Περὶ κυρώσεως τοῦ ἐν Σόφιᾳ τὴν 3ην Ἰουνίου 1977 ὑπογραφέντος Πρωτοκόλλου εἰς τὴν ἀπὸ 28ην Φεβρουαρίου 1975 Μακροπρόθεσμον Ἐμπορικὴν Συμφωνίαν μεταξὺ τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας καὶ τῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας τῆς Βουλγαρίας.

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Ψηφισάμενοι ὁμοφώνως μετὰ τῆς Βουλῆς, ἀπεφασίσαμεν:

Ἄρθρον πρῶτον.

Κυροῦται καὶ ἔχει ἰσχὺν νόμου τὸ ἐν Σόφιᾳ τὴν 3ην Ἰουνίου 1977 ὑπογραφὲν Πρωτόκολλον εἰς τὴν ἀπὸ 28ην Φεβρουαρίου 1975 Μακροπρόθεσμον Ἐμπορικὴν Συμφωνίαν μεταξὺ τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας καὶ τῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας τῆς Βουλγαρίας, τοῦ ὁποίου τὸ κείμενον εἰς τὸ πρωτότυπον εἰς τὴν Γαλλικὴν γλῶσσαν καὶ εἰς μετάφρασιν εἰς τὴν Ἑλληνικὴν ἔχει ὡς ἀκολούθως:

PROTOCOLE

à l'Accord Commercial à long terme du 28 Février 1975 entre la République Hellénique et la République Populaire de Bulgarie.

Conformément à l'article 3 de l'Accord Commercial à long terme du 28 février 1975, des négociations commerciales entre les Délégations Gouvernementales de la République Hellénique et de la République Populaire de Bulgarie ont eu lieu à SOFIA du 25 mai au 3 Juin 1977.

Les deux Délégations après avoir examiné en détail le développement des échanges commerciaux pour l'année 1976, ainsi que les perspectives y afférentes, ont noté avec satisfaction le progrès appréciable marqué dans le domaine des échanges commerciaux entre les deux Pays. Elles ont souligné de même leur intention à contribuer au développement plus étendu et plus équilibré des relations commerciales entre les deux Pays.

A cet effet, les deux Délégations ont élaboré les listes de marchandises A/77 et B/77 qui prévoient une augmentation et une diversification considérable en comparaison aux listes de l'année passée, surtout sur les produits, les équipements et les installations industrielles, ainsi que sur les produits agricoles.

Les listes ci-haut mentionnées, qui sont valables du 1er janvier au 31 décembre 1977, font partie intégrante à l'Accord Commercial à long terme du 28 février 1975.

Si la Commission Mixte prévue par l'article 12 de l' Accord Commercial à long terme précité ne se réunit pas pour établir des listes nouvelles, les listes A/77 et B/77 seront automatiquement renouvelées pour une nouvelle période annuelle et ainsi de suite.

Fait à SOFIA, le 31 Juin 1977, en double exemplaire en langue française, les deux textes faisant également foi.

Pour le Gouvernement de la Republique Hellenique	Pour le Gouvernement de la Republique Populaire de Bulgarie
(Ὑπογραφὴ)	(Ὑπογραφὴ)

LISTE A/77

Exportations Bulgares Vers la Grèce pour l'année 1977.

No du Poste	Désignation de la marchandise	Valeur en milliers de US $	
1.	Différentes machines industrielles, de construction, pour usiner les métaux, agricoles et autres	1.500	
2.	Chariots électriques, chariots à moteur Diesel, palans éléctriques et autres engins de transport et de manutention, grues et pièces de rechange	1.500	
3.	Camions-poids lourds, moteurs Diesel, motocycles, vélomoteurs, accumulateurs pour motocycles et automobiles et pièces de rechange	1.000	P.A.
4.	Installations industrielles complètes	1.000	P.A.
5.	Machines et installations complètes pour mécanisation de dépôts et transport dans les ateliers des usines	1.000	P.A.
6.	Computers et éléments électroniques	700	P.A.
7.	Calculateurs et machines à écrire	100	
8.	Machines pour photo-copie, compteurs électriques, ampéromètres, voltamètres, manomètres, balances, relais, valves, mécanismes électriques et pneumatiques et autres	300	
9.	Equipements électro-industriels, appareils à haute et à basse tension, matériel électrique d' installation et d' isolement, appareils médicaux, moteurs électriques au dessus de 501 cv et autres	750	
10.	Transformateurs au dessus de 1.600 KWA	2.000	
11.	Isolateurs	1.000	
12.	Appareils de télécommunications, centrales automatiques, matériaux et autres	500	P.A.
13.	Dispositifs pour chauffage à haute fréquence de plastiques, chauffage d'induction avec ultra son	100	
14.	Instruments manuels électriques	100	
15.	Appareils électroménagers, corps lumineux industriels et pour le transport et autres	100	
16.	Appareils de ciné-projection	30	
17.	Wagons		P.M
18.	Produits sidérurgiques, y compris fil machine, cornières en fer, tôles épaisses et coils, tubes avec et sans soudure, tôles en fer pour constructions navales et autres	12.500	
19.	Billettes	50.000 tonnes	
20.	Ferrailles (déchets en acier)	6.000	
21.	Fil de fer	800	
22.	Zinc	2.000	
23.	Engrais azotés et autres engrais, y compris urée	7.000	
24.	Produits chimiques, soude calcinée, ammoniac, colle de carbamide, bisulfure de carbone, soude caustique, bicarbonate de soude, bicarbonate d'ammonium, carbide de calcium, nitrate de soude, zineb, insecticides, couleurs, vernis et autres	5.000	P.A.
25.	Plastiques, articles en plastique, caoutchouc synthétique, pneumatiques pour poids lourds et chariots électriques, «water glass», borax, minium de plomb et autres	600	
26.	Différents produits pétrochimiques, y compris asphalte	1.000	P.A.
27.	Produits pétroliers, y compris gaz liquéfié	3.000	P.A.
28.	Huiles pour transformateurs	600	
29.	Fibres synthétiques et artificielles	500	
30.	Acryl Nitryle	4.000	
31.	Produits pharmaceutiques et médicaments, y compris matériel de pansement, produits vétérinaires et d'immunisations biologiques et autres	500	
32.	Parfumerie et cosmétique	200	
33.	Huiles essentielles et produits aromatiques	50	
34.	Matières premières pour détergents	20	
35.	Bois de construction et bois pour pâte à papier	9.000	P.A.
36.	Sable de quartz, chamotte et autres	500	P.A.
37.	Tissus de coton	400	

No du Poste	Désignation de la marchandise	Valeur en milliers de US $	
38.	Autres textiles	300	
39.	Bourres de lin, articles de lin et chanvre, déchets de textile de coton et de laine	10	
40.	Articles en verre, y compris bouteilles	300	P.A.
41.	Porcelaine sanitaire, de ménage et autres	200	
42.	Laine de verre	100	
43.	Céramique, pyrogravure, objets menus en bois, corps lumineux, bougies décoratives, jouets, jouets pour arbre de Nöel et autres	100	P.A.
44.	Articles de sport, de chasse, de pèche-accessoires, y compris poudre de chasse à l'exception de fusils de chasse	50	
45.	Détonateurs ,mèches et autres	50	
46.	Articles de bureau, livres, périodiques, cartes postales et autres	10	
47.	Disques de phonographe	10	
48.	Films	20	
49.	Bétail vivant, viande, produits de viande, gibier, volaille congelée et réfrigérée et autres	5.000	P.A.
50.	Oeufs		P.M.
51.	Produits laitiers, y compris fromages		P.M.
52.	Conserves de viande, conserves de viande avec légumes, conserves de poissons et autres	2.000	P.A.
53.	Graines de semence, aliments fourragers complexes et d'oléagineux, houblon, arbres fruitiers, racines de roses et autres	200	
54.	Differentes plantes mécinales	50	
55.	Alcool	50	
56.	Spiritueux	50	
57.	Huile de tournesol		P.M.
58.	Pommes de terre		P.M.
59.	Divers	600	

LISTE B/77.

Exportations Helleniques vers la Bulgarie pour l'année 1977.

No du Poste	Désignation de la marchandise	Valeur en milliers de US $	
1.	Agrumes	4.500	
2.	Cédrats 10.000 tonnes	100	
2α.	Péches fraîches 6.000 tonnes		
3.	Olives		
4.	Fruits secs (figues, raisin sec)	1.000	
5.	Huile d'olives	500	
6.	Jus, sirops et concentrés d'agrumes	1.000	
7.	Vins et spiritueux	2.000	
8.	Feuilles de laurier		P.M.
9.	Mastic	60	
10.	Poissons frais, salés, congelés et en conserves	500	P.A.
11.	Mélasse		P.M.
12.	Riz		P.M.
13.	Levure	50	
14.	Boyaux	200	
15.	Tissus de coton	1.000	
16.	Tissus de laine	300	
17.	Tissus synthétiques, articles en filets de nylon, rideaux, articles en caoutchouc hygiéniques et autres	500	
18.	Chaussures pour hommes et pour dames	1.000	
19.	Articles d'habillement, sous-vêtements, tricotage, accessoires de vêtements	300	P.A.
20.	Articles de sport et jouets	50	
21.	Lames à raser	800	
22.	Appareils électroménagers, cuisinières, radiasteurs, cuisinières en butangaz, poêles et autres	1.500	
23.	Produits sidérurgiques, y compris tôles minces, tôles laminées à froid et autres	4.000	P.A.
24.	Fer blanc	4.000	P.A.
25.	Récipients lithographiés de fer blanc, boîtes pour fromages, conserves et autres emballages	2.500	P.A.
26.	Tubes en acier	500	P.A.
27.	Câbles électriques	3.000	
28.	Cordes en acier	3.000	
29.	Articles en aluminium, y compris feuilles d'aluminium	3.000	P.A.
30.	Minerais et concentrés de minerais	3.000	
31.	Bauxite	1.000	
32.	Peaux brutes d'agneaux et de chèvres	1.500	
33.	Coton 8.000 tonnes		
34.	Poil de chèvre	100	
35.	Déchets de peaux		P.M.
36.	Colophane	1.000	
37.	Préparations pour la protection des plantes	3.000	
38.	Pneux d'automobiles	1.500	
39.	Produits chimiques, y compris sulfate d'ammonium	1.000	
40.	Engrais superphosphatés		P.M.
41.	Valonnée et extrait de valonnée		P.M.
42.	Diverses espèces de papier		P.M.
43.	Polystyrène, polypropylène et fibres synthétiques	500	
44.	Articles en plastique, y compris tubes flexibles	1.000	
45.	Produits pharmaceutiques, y compris coton hydrofile, bandages et autres	500	P.A.
46.	Articles en amiante - ciment (tubes, tuyaux, plaques et autres)	3.000	P.A.
47.	Huiles essentielles	50	
48.	Liquide d'éthyle	300	
49.	Eponges	20	
50.	Pierre à aiguiser, meules an éméri, abrasifs et éméri en poudre	20	
51.	Articles de bureau et publications	200	
52.	Parfumerie, y compris savons de toilette, etc.	300	
53.	Peintures et couleurs, encre d'imprimerie, vernis et autres	1.000	
54.	Articles sanitaires de bain, carreaux de revêtement et autres	1.000	P.A.
55.	Disques de phonographe	50	
56.	Films	20	
57.	Articles d'artisanat	100	
58.	Tourteaux		P.M.
59.	Graines de sésame, de tournesol, de coton et autres		P.M.

No du Poste	Désignation de la marchandise	Valeur en milliers de US $
60.	Sel marin	P.M.
61.	Placage de noyer	P.M.
62.	Tarama	P.M.
63.	Ciment	P.M.
64.	Machines et équipement pour l'industrie vinicole et oléicole	500
65.	Machines et équipement pour la boulangerie et la pâtisserie	500
66.	Machines et outils agricoles	500
67.	Outillage à main	300
68.	Magnésite calcinée	500
69.	Briques réfractaires	300
70.	Articles de ménage en acier]	400
71.	Petits bateaux et canots de sport et de loisirs en plastique	500
72.	Moteurs électriques jusqu'à 500 CV	200
73.	Moteurs Diesel jusqu'à 500 CV	200
74.	Transformateurs jusqu'à 1.600 KWH	200
75.	Divers	600

AIDE MEMOIRE

Le Délégation Hellénique, se référant au Protocole annexé à l'Accord Commercial à long terme entre la Grèce et la Bulgarie, signé en date de ce jour, et particulièrement au contingent repris à la Liste A/77 «Bétail vivant, viande, produitss de viande, gibier, volaille - congelée et réfrigérée et autres», Dollars USA 5.000.000 P.A. a déclaré que sous les conditions prévalant actuellement dans le marché grec, l'importation du bétail et de la viande est effectuée sur la base des contingents globaux accordés selon la situation du marché local.

Par coséquent, le contingent susmentionné pourrait être exécuté dans le cadre de la procédure précitée.

La Délégation Hellénique a aussi déclaré que les autorités helléniques compétentes ne manqueront pas d' informer les autorités bulgares, en temps utile, sur les contingents ouverts.

La Délégation Bulgare a pris note de la déclaration hellénique citée ci-dessus.

ΠΡΩΤΟΚΟΛΛΟΝ

Εἰς τὴν Ἐμπορικὴν Μακροπρόθεσμον Συμφωνίαν τῆς 28ης Φεβρουαρίου 1975 μεταξὺ τῆς Δημοκρατίας τῆς Ἑλλάδος καὶ τῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας τῆς Βουλγαρίας.

Συμφώνως πρὸς τὸ ἄρθρον 3 τῆς Ἐμπορικῆς Μακροπροθέσμου Συμφωνίας τῆς 28ης Φεβρουαρίου 1975, ἐμπορικαὶ διαπραγματεύσεις μεταξὺ τῶν Κυβερνητικῶν Ἀντιπροσωπειῶν τῆς Δημοκρατίας τῆς Ἑλλάδος καὶ τῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας τῆς Βουλγαρίας ἔλαβον χώραν ἀπὸ 15ης Μαΐου ἕως 3 Ἰουνίου 1977 εἰς Σόφιαν.

Αἱ δύο Ἀντιπροσωπεῖαι ἀφοῦ ἐξήτασαν λεπτομερῶς τὴν ἀνάπτυξιν ἐμπορικῶν ἀνταλλαγῶν διὰ τὸ ἔτος 1976, ὡς καὶ τὰς σχετικὰς προοπτικάς, ἀνέφερον μὲ ἱκανοποίησιν τὴν σημαντικὴν πρόοδον τὴν ἐπιτευχθεῖσαν εἰς τὸν τομέα τῶν ἐμπορικῶν ἀνταλλαγῶν μεταξὺ τῶν δύο Χωρῶν. Ὑπεγράμμισαν ἐπίσης τὴν πρόθεσίν των νὰ συμβάλλουν εἰς τὴν πλέον ἐκτεταμένην καὶ πλέον ἰσορροπημένην ἀνάπτυξιν τῶν ἐμπορικῶν σχέσεων μεταξὺ τῶν δύο Χωρῶν.

Πρὸς τοῦτο, αἱ δύο Ἀντιπροσωπεῖαι συνέταξαν τοὺς πίνακας ἐμπορευμάτων Α/77 καὶ Β/77 οἱ ὁποῖοι προβλέπουν σημαντικὴν αὔξησιν καὶ διαφοροποίησιν ἐν συγκρίσει πρὸς τοὺς πίνακας τοῦ παρελθόντος ἔτους, ἰδίως διὰ βιομηχανικὰ προϊόντα, ἐξοπλισμὸν καὶ ἐγκαταστάσεις, ὡς καὶ διὰ τὰ γεωργικὰ προϊόντα.

Οἱ ἀνωτέρω ἀναφερθέντες πίνακες οἱ ὁποῖοι ἰσχύουν ἀπὸ 1ης Ἰανουαρίου ἕως 31ης Δεκεμβρίου 1977, ἀποτελοῦν ἀναπόσπαστον τμῆμα τῆς Μακροπροθέσμου Ἐμπορικῆς Συμφωνίας τῆς 28ης Φεβρουαρίου 1975.

Ἐὰν ἡ Μικτὴ Ἐπιτροπή, ἡ προβλεπομένη ὑπὸ τοῦ ἄρθρου 12 τῆς ἀνωτέρω ἀναφερθείσης Μακροπροθέσμου Ἐμπορικῆς Συμφωνίας δὲν συνέλθῃ διὰ νὰ συντάξῃ νέους πίνακας, οἱ πίνακες Α/77 καὶ Β/77, ἀνανεοῦνται αὐτομάτως διὰ νέαν χρονικὴ περίοδον ἑνὸς ἔτους καὶ οὕτω καθ' ἑξῆς.

Ἐγένετο ἐν ΣΟΦΙΑ, τῇ 3ῃ Ἰουνίου 1977 εἰς δύο ἀντίτυπα εἰς τὴν Γαλλικήν, ἀμφοτέρων τῶν κειμένων ἐχόντων τὴν αὐτὴν ἰσχύν.

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τῆς Δημοκρατίας τῆς Ἑλλάδος	Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας τῆς Βουλγαρίας
Ὑπογραφὴ	

ΠΙΝΑΞ Α/77

Βουλγαρικαὶ Ἐξαγωγαὶ πρὸς τὴν Ἑλλάδα διὰ τὸ ἔτος 1977

Α/Α	Περιγραφὴ Ἐμπορεύματος	Ἀξία εἰς Χιλ. $ USA
1.	Διάφορα μηχανήματα βιομηχανικά, κατασκευῆς διὰ τὴν βιομηχανικὴν ἐπεξεργασίαν τῶν μετάλλων, γεωργικὰ καὶ ἄλλα	1.500
2.	Ἠλεκτρικὰ φορτηγὰ ἁμάξια, φορτηγὰ ἁμάξια μετὰ κινητῆρος DIESEL, ἠλεκτρικὰ πολύσπαστα καὶ λοιπὰ μηχανήματα μεταφορᾶς καὶ χειρισμοῦ, γερανοὶ καὶ ἀνταλλακτικὰ	1.500
3.	Βαρέα φορτηγὰ αὐτοκίνητα, κινητῆρες DIESEL, μοτοποδήλατα, αὐτοκίνητα ποδήλατα ἠλεκτρικοὶ συμπυκνωταὶ δι' αὐτοκίνητα, ποδήλατα καὶ αὐτοκίνητα καὶ ἀνταλλακτικὰ	1.000 P.A.
4.	Πλήρεις βιομηχανικαὶ ἐγκαταστάσεις	1.000 P.A
5.	Μηχαναὶ καὶ ἐγκαταστάσεις πλήρεις διὰ μηχανοποίησιν ἀποθηκῶν καὶ μεταφορὰν εἰς τὰ ἐργαστήρια τῶν ἐργοστασίων	1.000 P A.
6.	Ἠλεκτρονικοὶ ὑπολογισταὶ καὶ ἠλεκτρονικὰ στοιχεῖα	700 P.A.
7.	Ὑπολογιστικαὶ μηχαναὶ καὶ γραφομηχαναὶ	100
8.	Φωτοαντιγραφικὰ μηχανήματα, ἠλεκτρονικοὶ ὑπολογισταὶ ἀμπερόμετρα, βολτόμετρα, μανόμετρα, ζυγοί, ἠλεκτρόνομοι βαλβίδες, ἠλεκτρικοὶ μηχανισμοί, ἀεραντλίαι καὶ ἄλλα	300
9.	Ἠλεκτροβιομηχανικοὶ ἐξοπλισμοί, ὄργανα ὑψηλῆς καὶ χαμηλῆς τάσεως, ἠλεκτρικὸν ὑλικὸν ἐγκαταστάσεως καὶ μονώσεως, ἰατρικὰ ὄργανα, ἠλεκτρικὰ μοτὲρ ἄνω τῶν 501 CV καὶ λοιπὰ	750
10.	Μετασχηματισταὶ ἄνω τῶν 1.600 KWA	2.000
11.	Μονωτῆρες	1.000
12.	Τηλεπικοινωνιακαὶ συσκευαί, αὐτόματα κέντρα, ὑλικὰ καὶ ἄλλα	500 P.A.
13.	Ὄργανα διὰ θέρμανσιν ὑψηλῆς συχνότητος πλαστικῶν, θέρμανσις ἐπαγωγῆς μὲ ὑπερήχους	100
14.	Ὄργανα χειροκίνητα ἠλεκτρικὰ	100
15.	Ἠλεκτρικαὶ οἰκιακαὶ συσκευαί, φωτεινὰ βιομηχανικὰ σώματα καὶ διὰ τὴν μεταφορὰν καὶ λοιπὰ	100

Α/Α	Περιγραφὴ Ἐμπορεύματος	Ἀξία εἰς Χιλ. $ USA
16.	Ὄργανα κινηματογραφικῆς προβολῆς	30
17.	Βαγόνια	Ρ.Μ.
18.	Σιδηρουργικὰ προϊόντα, συμπεριλαμβανομένων χονδροῦ σύρματος FILS MACHINE, σιδηρογωνίαι, παχεῖαι λαμαρίναι (coils) σωλῆνες μετὰ συγκολλήσεως καὶ ἄνευ συγκολλήσεως ἐλάσματα σιδήρου διὰ κατασκευὰς πλοίων καὶ λοιπῶν	12.500
19.	Μπιγιέτες 50.000 τόν.	
20.	Παλιοσίδηρα (ἀπορρίμματα χάλυβος)	6.000
21.	Σιδηροῦν σύρμα	800
22.	Ψευδάργυρος	2.000
23.	Ἀζωτοῦχα λιπάσματα καὶ λοιπὰ λιπάσματα συμπεριλαμβανομένης τῆς οὐρίας	7.000
24.	Χημικὰ προϊόντα, πεφρυγμένη σόδα, ἀμμωνία, κόλλα οὐρίας (καρβαμιδίου), διθειοῦχος ἄνθραξ, καυστικὴ σόδα, διττανθρακικὸν νάτριον, διττανθρακικὸν ἀμμώνιον, καρβίδιον ἀσβεστίου, νιτρικὸν ἅλας σόδας, ΖΙΝΕΒ, ἐντομοκτόνα, χρώματα, βερνίκια καὶ λοιπὰ	5.000 Ρ.Α.
25.	Πλαστικά, εἴδη ἐκ πλαστικῶν ὑλῶν, καουτσοὺκ συνθετικὸν ἐλαστικὰ διὰ φορτηγὰ αὐτοκίνητα καὶ ἠλεκτρικὰ ἁμαξίδια «WATER GLASS», βόραξ μίνιον μολύβδου καὶ λοιπὰ	600
26.	Διάφορα πετροχημικὰ προϊόντα, συμπεριλαμβανομένης τῆς ἀσφάλτου	1.000 Ρ.Α.
27.	Προϊόντα πετρελαίου, συμπεριλαμβανομένου τοῦ ὑγροποιημένου ἀερίου	3.000 Ρ.Α.
28.	Ἔλαια διὰ μετασχηματιστὰς	600
29.	Συνθετικαὶ καὶ Τεχνικαὶ Ἶναι	500
30.	ACRYL NITRYLE	4.000
31.	Φαρμακευτικὰ προϊόντα καὶ φάρμακα, συμπεριλαμβανομένου τοῦ ὑλικοῦ ἐπιδέσμων, προϊόντα κτηνιατρικὰ καὶ ἀνοσοποιητικά, βιολογικὰ κ.λ.π.	500
32.	Ἀρωματοποιΐα καὶ καλλυντικὰ	200
33.	Αἰθέρια ἔλαια καὶ ἀρωματικὰ προϊόντα	50
34.	Πρῶται ὕλαι δι' ἀπορρυπαντικὰ	20
35.	Οἰκοδομικὴ ξυλεία καὶ ξυλεία διὰ πολτὸν χάρτου	9.000 Ρ.Α.
36.	Χαλαζιακὴ ἄμμος, CHAMOTTE κλπ.	500 Ρ.Α.
37.	Βαμβακερὰ ὑφάσματα	400
38.	Λοιπὰ ὑφαντουργικὰ	300
39.	Πιλήματα λινοῦ, εἴδη ἐκ λινοῦ καὶ ἐκ καννάβεως, ἀπορρίμματα ὑφαντουργίας ἐκ βάμβακος καὶ μαλλιοῦ	10
40.	Εἴδη ἐξ' ὑάλου, συμπεριλαμβανομένων τῶν φιαλῶν	300 Ρ.Α.
41.	Εἴδη ὑγιεινῆς ἐκ πορσελάνης, εἴδη ἐκ πορσελάνης οἰκιακὰ καὶ λοιπὰ	200
42.	Ὑαλοβάμβαξ	100
43.	Κεραμικά, πυρογραφίαι, μικρὰ ἀντικείμενα ἐκ ξύλου, φωτιστικὰ σώματα, διακοσμητικὰ κηρία, παιγνίδια, παιγνίδια διὰ τὸ Δένδρον τῶν Χριστουγέννων καὶ λοιπὰ	100 Ρ.Α.
44.	Εἴδη ἀθλητισμοῦ κυνηγίου ἐξαρτημάτων ἁλιείας συμπεριλαμβανομένης πυρίτιδος κυνηγίου ἐξαιρουμένων τῶν κυνηγετικῶν ὅπλων	50
45.	Πυροκροτιταί, θρυαλλίδες	50
46.	Εἴδη γραφείου, βιβλία, περιοδικά, ταχυδρομικαὶ κάρται καὶ λοιπὰ	10
47.	Δίσκοι φωνογράφου	10
48.	Κινηματογραφικαὶ ταινίαι	20
49.	Ζῶντα ζῶα κρέας, προϊόντα κρέατος, κυνήγιον, πουλερικὰ κατεψυγμένα καὶ ὑπὸ ψῦξιν κ.ἄ.	5.000 Ρ.Α.
50.	Αὐγὰ	Ρ.Μ.
51.	Γαλακτοκομικὰ προϊόντα, συμπεριλαμβανομένων τῶν τυριῶν	Ρ.Μ.
52.	Κονσέρβες κρέατος, κονσέρβες κρέατος μὲ λαχανικὰ κονσέρβες ψαριῶν κ.λ.π.	2.000 Ρ.Α.
53.	Σπόροι διὰ σπορὰν χαρτονομὴ καὶ ἐλαιόσπορος λυκίσκος ὀπωροφόρα δένδρα, ρίζαι τριανταφυλλιῶν καὶ ἄλλα	200
54.	Διάφορα φαρμακευτικὰ φυτὰ	50
55.	Οἰνόπνευμα	50
56.	Οἰνοπνευματώδη ποτὰ	50
57.	Ἔλαιον ἡλιοσπόρου	Ρ.Μ.
58.	Γεώμηλα	Ρ.Μ.
59.	Διάφορα	600

ΚΑΤΑΣΤΑΣΙΣ Β/77

Ἑλληνικαὶ Ἐξαγωγαὶ πρὸς τὴν Βουλγαρίαν διὰ τὸ ἔτος 1977

1.	Ἑσπεριδοειδῆ	4.500
2.	Κίτρα	100
2α.	Νωπὰ ροδάκινα 10.000 τόν.	
3.	Ἐλαῖαι 6.000 τόν.	
4.	Ξηροὶ καρποὶ (σῦκα, σταφίδες)	1.000
5.	Ἐλαιόλαδον	500
6.	Χυμοί, σιρόπια καὶ χυμοὶ ἐσπεριδοειδῶν	1.000
7.	Οἶνοι καὶ οἰνοπνευματώδη ποτὰ	2.000
8.	Φύλλα δάφνης	Ρ.Μ.
9.	Μαστίχα	60
10.	Ἰχθύες νωποί, παστά, κατεψυγμένα καὶ εἰς κονσέρβας	500 Ρ.Α.
11.	Μέλασσα	Ρ.Μ.
12.	Ρύζι	Ρ.Μ.
13.	Ζύμη	50
14.	Δερμάτινοι σωλῆνες ἀντλίας	200
15.	Βαμβακερὰ ὑφάσματα	1.000
16.	Μάλλινα ὑφάσματα	300
17.	Συνθετικὰ ὑφάσματα, εἴδη εἰς δίχτυ νάϋλον, κουρτῖνες, εἴδη ὑγιεινῆς εἰς καουτσοὺκ καὶ ἄλλα	500
18.	Ἀνδρικὰ καὶ γυναικεῖα ὑποδήματα	1.000
19.	Εἴδη ἐνδύσεως, ἐσώρουχα, πλεκτά, ἐξαρτήματα ἐνδυμάτων	300 Ρ.Α.
20.	Εἴδη σπὸρ καὶ παιγνίδια	50
21.	Ξυριστικαὶ λεπίδαι	800
22.	Ἠλεκτρικαὶ οἰκιακαὶ συσκευαί, ἠλεκτρικαὶ κουζῖναι, σώματα καλοριφέρ, κουζῖνες ὑγραερίου, θερμάστραι καὶ ἄλλα	1.500
23.	Σιδηρουργικὰ προϊόντα συμπεριλαμβανομένων τῶν λεπτῶν σιδηροφύλλων, σιδηροφύλλων ψυχρᾶς ἐξελάσεως κ.λ.π.	4.000 Ρ.Α.
24.	Λευκοσίδηρος	4.000 Ρ.Α.
25.	Λιθογραφημμένα δοχεῖα ἐκ λευκοσιδήρου, κυτία διὰ τυριά, κονσέρβες καὶ λοιπαὶ συσκευασίαι	2.500 Ρ.Α.
26.	Χαλύβδινοι σωλῆνες	500 Ρ.Α.
27.	Ἠλεκτρικὰ καλώδια	3.000
28.	Σχοινία ἐκ χάλυβος	3.000
29.	Εἴδη ἐξ ἀλουμινίου, συμπεριλαμβανομένων τῶν φύλλων ἀλουμινίου	3.000 Ρ.Α.
30.	Μεταλλεύματα καὶ ἐμπλουτίσματα μεταλλευμάτων	3.000
31.	Βωξίτης	1.000
32.	Ἀκατέργαστα δέρματα προβάτων καὶ αἰγῶν	1.500

κ/α	Περιγραφὴ Ἐμπορεύματος	Ἀξία εἰς χιλ. $ USA	
33.	Βάμβαξ 8.000 τόν.		
34.	Ἔριον αἰγῶν	100	
35.	Ἀπορρίμματα δερμάτων		P.M.
36.	Κολοφώνιον	1.000	
37.	Παρασκευάσματα διὰ τὴν προστασίαν τῶν φυτῶν	3.000	
38.	Ἐλαστικὰ αὐτοκινήτων	1.500	
39.	Χημικὰ προϊόντα, συμπεριλαμβανομένου τοῦ θειϊκοῦ ἀμμωνίου	1.000	
40.	Λιπάσματα ὑπερφωσφορικὰ		P.M.
41.	Βαλανίδια καὶ ἐκχυλίσματα βαλανιδίων		P.M.
42.	Διάφορα εἴδη χάρτου		P.M.
43.	Πολυστυρένιον, πολυπροπυλαίνιον καὶ συνθετικαὶ ἶναι	500	
44.	Εἴδη ἐκ πλαστικοῦ, συμπεριλαμβανομένων τῶν πλαστικῶν σωλήνων	1.000	
45.	Φαρμακευτικὰ προϊόντα συμπεριλαμβανομένου τοῦ ὑδροφίλου βάμβακος, τῶν ἐπιδέσμων καὶ ἄλλων	500	P.A.
46.	Εἴδη ἐξ ἀμιάντου-σιμέντου (σωλῆνες, πλάκες καὶ ἄλλα)	3.000	P.A.
47.	Αἰθέρια ἔλαια	50	
48.	Ὑγρὸν αἰθυλίου	300	
49.	Σπόγγοι	20	
50.	Λίθοι ἀκονίσματος, τροχοὶ δι' ἀκόνισμα ἐκ σμυρίδος, σμύρις εἰς κόνιν	20	
51.	Εἴδη γραφείου καὶ δημοσιεύσεις	200	
52.	Εἴδη ἀρωματοποιΐας συμπεριλαμβανομένων τῶν σαπώνων τουαλέττας κ.λ.π.	300	
53.	Βαφαὶ καὶ χρώματα μελάνη τύπου, βερνίκια καὶ λοιπὰ	1.000	
54.	Εἴδη ὑγιεινῆς, μπάνιου, πλακίδια ἐπενδύσεως κ.λ.π.	1.000	P.A.
55.	Δίσκοι φωνογράφου	50	
56.	Φίλμ	20	
57.	Εἴδη χειροτεχνίας	100	
58.	Πλακοῦντες		P.M.
59.	Σπόροι σησάμης, ἡλιοτροπίου, βάμβακος κ.λ.π.		P.M.
60.	Θαλάσσιον ἅλας		P.M.
61.	Καπλαμᾶς καρυδιᾶς		P.M.
62.	Ταραμᾶς		P.M.
63.	Τσιμέντο		P.M.
64.	Μηχαναὶ καὶ ἐξοπλισμὸς διὰ τὴν βιομηχανίαν οἴνου καὶ ἐλαίου	500	
65.	Μηχαναὶ καὶ ἐξοπλισμὸς διὰ τὴν ἀρτοποιΐαν καὶ τὴν ζαχαροπλαστικὴν	500	
66.	Μηχανήματα καὶ ἐργαλεῖα γεωργικὰ	500	
67.	Χειρονακτικὰ ἐργαλεῖα	300	
68.	Πεφρυγμένη μαγνησία	500	
69.	Πυρίμαχοι πλίνθοι	300	
70.	Εἴδη οἰκιακὰ ἐκ χάλυβος	400	
71.	Μικρὰ πλοιάρια καὶ κανὼ διὰ σπὸρ καὶ ψυχαγωγία ἐκ πλαστικοῦ	500	
72.	Ἠλεκτρικοὶ κινητῆρες ἕως 300 CV	200	
73.	Μοτὲρ Ντῆζελ ἕως 500 CV	200	
74.	Μετασχηματισταὶ ἕως 1600 KWH	200	
75.	Διάφορα	600	

ΥΠΟΜΝΗΜΑ

Ἡ Ἑλληνικὴ Ἀντιπροσωπεία, ἀναφερομένη εἰς τὸ Πρωτόκολλον τὸ ἐπισυναπτόμενον εἰς τὴν Μακροπρόθεσμον Ἐμπορικὴν Συμφωνίαν μεταξὺ τῆς Ἑλλάδος καὶ τῆς Βουλγαρίας, ὑπογραφὲν σήμερον καὶ ἰδιαιτέρως εἰς τὴν ποσόστωσιν τοῦ πίνακος Α/77 «Ζῶντα ζῶα, κρέας, προϊόντα κρέατος, κυνήγιον, κατεψυγμένα πουλερικὰ καὶ ὑπὸ ψῦξιν», Δολ. ΗΠΑ 5.000.000 P.A., ἐδήλωσεν ὅτι συμφώνως πρὸς τοὺς νῦν ἰσχύοντας ὅρους εἰς τὴν Ἑλληνικὴν ἀγοράν, ἡ εἰσαγωγὴ ζώντων ζώων καὶ κρέατος, πραγματοποιεῖται βάσει συνολικῶν ποσοστώσεων χορηγουμένων συμφώνως πρὸς τὴν κατάστασιν τῆς Ἑλληνικῆς ἀγορᾶς.

Ἑπομένως, ἡ ἀνωτέρω ἀναφερομένη ποσόστωσις θὰ πραγματοποιῆται ἐντὸς τῶν πλαισίων τῆς ἀνωτέρω διαδικασίας.

Ἡ Ἑλληνικὴ Ἀντιπροσωπεία ἐδήλωσεν ἐπίσης ὅτι αἱ ἁρμόδιαι Ἑλληνικαὶ Ἀρχαὶ δὲν θὰ παραλείψουν νὰ ἐνημερώσουν τὰς Βουλγαρικὰς Ἀρχάς, ἐν εὐθέτῳ χρόνῳ ἐπὶ τῶν χορηγουμένων ποσοστώσεων.

Ἡ Βουλγαρικὴ Ἀντιπροσωπεία ἔλαβεν ὑπὸ σημείωσιν τὴν ἀνωτέρω Ἑλληνικὴν δήλωσιν.

Ἄρθρον δεύτερον.

Τὰ εἰς ἐκτέλεσιν τῆς ἐν Σόφιᾳ τὴν 28ην Φεβρουαρίου 1975 ὑπογραφείσης Μακροπροθέσμου Ἐμπορικῆς Συμφωνίας Ἑλλάδος-Βουλγαρίας κυρωθείσης διὰ τοῦ Ν. 311/1976 «περὶ κυρώσεως τῶν ἐν Σόφιᾳ τὴν 28ην Φεβρουαρίου 1975 ὑπογραφεισῶν μεταξὺ τῆς Ἑλλάδος καὶ τῆς Βουλγαρίας: 1. Μακροπροθέσμου Ἐμπορικῆς Συμφωνίας, 2. Συμφωνίας Πληρωμῶν καὶ 3. Πρωτοκόλλου εἰς τὴν ἀπὸ 28.2. 1975 Μακροπρόθεσμον Ἐμπορικὴν Συμφωνίαν καταρτιζόμενα ὑπὸ τῆς Μικτῆς Ἐπιτροπῆς τοῦ ἄρθρου 12 αὐτῆς Πρωτόκολλα ἐτησίας ἰσχύος ἐπὶ τῶν ἑκατέρωθεν ἀνταλλακτέων ἐμπορευμάτων, ἐγκρίνονται διὰ κοινῆς πράξεως τῶν ἁρμοδίων Ὑπουργῶν Ἐξωτερικῶν καὶ Ἐμπορίου.

Ἄρθρον τρίτον.

Ἡ ἰσχὺς τοῦ παρόντος ἄρχεται ἀπὸ τῆς δημοσιεύσεώς του διὰ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως.

Ὁ παρὼν νόμος ψηφισθεὶς ὑπὸ τῆς Βουλῆς καὶ παρ' Ἡμῶν σήμερον κυρωθείς, δημοσιευθήτω διὰ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως καὶ ἐκτελεσθήτω ὡς νόμος τοῦ Κράτους.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 14 Δεκεμβρίου 1978

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ Δ. ΤΣΑΤΣΟΣ

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ — ΕΜΠΟΡΙΟΥ

ΓΕΩΡΓΙΟΣ ΡΑΛΛΗΣ — **ΓΕΩΡΓ. ΠΑΝΑΓΙΩΤΟΠΟΥΛΟΣ**

Ἐθεωρήθη καὶ ἐτέθη ἡ μεγάλη τοῦ Κράτους σφραγίς.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 21 Δεκεμβρίου 1978

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ

ΓΕΩΡΓΙΟΣ ΣΤΑΜΑΤΗΣ

(2)

ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 843

Περὶ κυρώσεως τῆς ἐν Ἀθήναις τὴν 8ην Ἀπριλίου 1976 ὑπογραφείσης, μεταξὺ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας καὶ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Δημοκρατίας τῆς Μάλτας, Μορφωτικῆς Συμφωνίας.

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Ψηφισάμενοι ὁμοφώνως μετὰ τῆς Βουλῆς, ἀπεφασίσαμεν:

Ἄρθρον πρῶτον.

Κυροῦται καὶ ἔχει ἰσχὺν Νόμου ἡ ἐν Ἀθήναις τὴν 8ην Ἀπριλίου 1976 ὑπογραφεῖσα μεταξὺ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας καὶ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Δημοκρατίας τῆς Μάλτας, Μορφωτικὴ Συμφωνία τῆς ὁποίας τὸ κείμενον ἐν πρωτοτύπῳ εἰς τὴν Ἀγγλικὴν γλῶσσαν καὶ ἐν μεταφράσει εἰς τὴν Ἑλληνικὴν ἔχει ὡς ἕπεται:

CULTURAL AGREEMENT
BETWEEN
The Government of the Hellenic Republic
and
The Government of the Republic of Malta

The Government of the Hellenic Republic and the Government of the Republic of Malta.

- considering the close and friendly relations existing between the two countries and the bonds of civilization and culture which associate them in the historical development of the Mediterranean;

- wishing to promote more intense collaboration in the fields of culture, art, science, tourism, mass media and sports in order to strengthen the ties of mutual friendship:

- being conscious of the importance of mutual cultural contributions,

have agreed as follows :

Article 1

Each Contracting Party shall encourage the study of the literature, art, science and civilization of the other Party and facilitate in the widest possible manner the cultural, scientific and technical co-operation between the two countries,

Article 2

Each Contracting Party shall facilitate the admission of the nationals of the other Party to its universities and institutions of higher learning and allow them to follow on its territory, in accordance with the laws and regulations in force, all professional training, studies and research.

Article 3

The Contracting Parties shall endeavour to include in their educational and teaching programmes ideas which will foster a better knowledge of the respective countries.

Article 4

The Contracting Parties have agreed that the equivalence of degrees and diplomas awarded by educational institutions will be examined:

- in the Republic of Malta within the limits laid down by its laws and regulations in force. In the Hellenic Republic by the Institutions of Higher Learning which have the exclusive jurisdiction to formulate, according to each case and speciality, the conditions for the recogniion of the diplomas.

Article 5

Each Contracting Party shall, to the extent possible, make available to the other Party scholarships for teaching and further training of nationals in those fields to be determined by common agreement.

Article 6

The Contracting Parties shall facilitate the exchange of students, trainees, teachers, research workers, experts, lecturers and other personnel exercising an activity in the fields referred to in Article 1.

Article 7

In accordance with its laws and regulations, each Contracting Party shall facilitate the access of experts, university students, research workers and teachers of the other Party to its libraries, archives, museums, research laboratories and cultural organisations.

Article 8

The Contracting Parties shall encourage co-operation between their museums, libraries, archives and other cultural institutions, as well as the exchange of cultural and artistic programmes between their respective Radio and Television Organisations.

They shall also facilitate the exchange and the circulation of brochures, periodicals of a literary, artistic, scientific or technical nature, as well as music recordings and films of educational interest concerning their countries.

Article 9

Each of the Contracting Parties shall encourage the organisation on its territory of artistic and scientific exhibitions, concerts, theatrical and folkloristic performances.

The Contracting Parties shall also facilitate close cooperation and exchanges between artistic groups, youth movements and social organisations.

Article 10

The Contracting Parties shall encourage:

1) the participation of their representatives in international sport events, competitions and meetings held by the other Party;

2) the co-operation of sport associations in their respective countries;

3) contacts of their national tourist organisations in order to increase the flow of tourists between the two countries.

Article 11

For the purpose of the application of this Agreement a Joint Greek - Maltese Committee shall be set up which will meet in plenary sessions once every two years, alternatively in Greece and in Malta as to elaborate the details of the programmes of co-operation as well as their financial terms.

The Implementation of the provisions of the programmes elaborated by the Joint Committee shall take place through the diplomatic channels of the two Parties.

All exchanges forseen in this Agreement and in particular those of artists and artistic groups will be on a reciprocal basis.

Article 12

This Agreement shall enter into force on the thirtieth day counting from the date of the exchange of the instruments of ratification which will take place in Rome.

Article 13

This Agreement is concluded for an indefinite period of time.

It may be denounced by either Party by means of notice of denunciation addressed to the other Party. In such case the Agreement shall cease to be operative six months from the date of the receipt of the notice of its denunciation.

In witness whereof, the authorized Representatives of the two Parties have signed the present Agreement and provided it with appropriate seals.

Done in Athens on the 8th day of April 1976 in two originals in the English language.

On Behalf of the Government of the Hellenic Republic	On Behalf of the Government of the Republic of Malta

ΜΟΡΦΩΤΙΚΗ ΣΥΜΦΩΝΙΑ

Μεταξὺ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας καὶ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Δημοκρατίας τῆς Μάλτας.

Ἡ Κυβέρνησις τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας καὶ ἡ Κυβέρνησις τῆς Δημοκρατίας τῆς Μάλτας.

Λαμβάνουσαι ὑπ' ὄψιν τὰς ὑφισταμένας μεταξὺ τῶν δύο χωρῶν στενὰς καὶ φιλικὰς σχέσεις, ὡς καὶ τοὺς πολιτιστικοὺς καὶ μορφωτικοὺς δεσμοὺς οἱ ὁποῖοι τὰς συνδέουν εἰς τὴν ἱστορικὴν ἀνάπτυξιν τῆς Μεσογείου.

Ἐπιθυμοῦσαι νὰ προαγάγουν ἐντονωτέραν συνεργασίαν εἰς τοὺς τομεῖς τῆς μορφώσεως, τέχνης, ἐπιστήμης, τουρισμοῦ, μέσων μαζικῆς ἐνημερώσεως καὶ ἀθλητισμοῦ, πρὸς τὸν σκοπὸν τῆς συσφίγξεως τῶν δεσμῶν ἀμοιβαίας φιλίας.

Συναισθανόμεναι τὴν σημασίαν τῶν ἀμοιβαίων μορφωτικῶν συνεισφορῶν, συνεφώνησαν ὡς ἀκολούθως:

Ἄρθρον 1.

Ἕκαστον τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν θὰ ἐνθαρρύνῃ τὴν μελέτην τῆς λογοτεχνίας, τέχνης, ἐπιστήμης καὶ πολιτισμοῦ, τοῦ ἑτέρου Μέρους καὶ θὰ διευκολύνῃ κατὰ τὸν εὐρύτερον δυνατὸν τρόπον τὴν μορφωτικήν, ἐπιστημονικὴν καὶ τεχνικὴν συνεργασίαν μεταξὺ τῶν δύο χωρῶν.

Ἄρθρον 2.

Ἕκαστον τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν θὰ διευκολύνῃ τὴν εἰσαγωγὴν τῶν ὑπηκόων τοῦ ἑτέρου Μέρους εἰς τὰ πανεπιστήμιά του καὶ τὰ ἱδρύματα ἀνωτέρας ἐκπαιδεύσεως καὶ θὰ τοὺς ἐπιτρέπῃ νὰ παρακολουθοῦν εἰς τὴν ἐπικράτειάν του, συμφώνως πρὸς τοὺς ἐν ἰσχύϊ νόμους καὶ διατάξεις, ὅλους τοὺς τομεῖς ἐπαγγελματικῆς ἐκπαιδεύσεως, σπουδῶν καὶ ἐρεύνης.

Ἄρθρον 3.

Τὰ Συμβαλλόμενα Μέρη θὰ ἐπιδιώξουν νὰ συμπεριλάβουν εἰς τὰ ἐκπαιδευτικὰ καὶ διδακτικὰ προγράμματά των, ἰδέας αἱ ὁποῖαι θὰ βοηθήσουν εἰς τὴν καλλιτέραν γνῶσιν τῆς ἑτέρας χώρας.

Ἄρθρον 4.

Τὰ Συμβαλλόμενα Μέρη συνεφώνησαν ὅτι ἡ ἰσοτιμία τῶν πτυχίων καὶ διπλωμάτων τῶν ἀπονεμομένων ὑπὸ τῶν ἐκπαιδευτικῶν ἱδρυμάτων θὰ ἀποτελέσῃ ἀντικείμενον ἐξετάσεως:

Εἰς τὴν Δημοκρατίαν τῆς Μάλτας ἐντὸς τῶν καθοριζομένων ὑπὸ τῶν ἐν ἰσχύϊ Νόμων καὶ διατάξεων ὁρίων. Εἰς τὴν Ἑλληνικὴν Δημοκρατίαν ὑπὸ τῶν Ἱδρυμάτων Ἀνωτέρας Ἐκπαιδεύσεως εἰς τὰ ὁποῖα ἀνήκει ἡ ἀποκλειστικὴ δικαιοδοσία διατυπώσεως, ἀναλόγως ἑκάστης περιπτώσεως καὶ εἰδικότητος, τῶν ὅρων ἀναγνωρίσεως τῶν διπλωμάτων.

Ἄρθρον 5.

Ἕκαστον τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν θὰ χορηγῇ, κατὰ τὸ δυνατόν, πρὸς τὸ ἕτερον Μέρος ὑποτροφίας διὰ τὴν διδασκαλίαν καὶ περαιτέρω ἐκπαίδευσιν τῶν ὑπηκόων του εἰς τοὺς καθορισθησομένους δι' ἀμοιβαίας συμφωνίας τομεῖς.

Ἄρθρον 6.

Τὰ Συμβαλλόμενα Μέρη θὰ διευκολύνουν τὴν ἀνταλλαγὴν σπουδαστῶν, ἐκπαιδευομένων, διδασκάλων, ἐρευνητῶν, εἰδικῶν, ὑφηγητῶν καὶ ἄλλου προσωπικοῦ ἀσκοῦντος δραστηριότητα εἰς τοὺς ἀναφερομένους ἐν ἄρθρῳ 1 τομεῖς.

Ἄρθρον 7.

Συμφώνως πρὸς τοὺς Νόμους καὶ διατάξεις του, ἕκαστον τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν θὰ διευκολύνῃ τὴν εἴσοδον εἰδικῶν, φοιτητῶν πανεπιστημίων, ἐρευνητῶν καὶ διδασκάλων τοῦ ἑτέρου Μέρους, εἰς τὰς βιβλιοθήκας, ἀρχεῖα, μουσεῖα, ἐργαστήρια ἐρεύνης καὶ μορφωτικάς του ὀργανώσεις.

Ἄθρον 8.

Τὰ Συμβαλλόμενα Μέρη θὰ ἐνθαρρύνουν τὴν συνεργασίαν μεταξὺ τῶν μουσείων, βιβλιοθηκῶν, ἀρχείων καὶ ἄλλων μορφωτικῶν ἱδρυμάτων, ὡς ἐπίσης τὴν ἀνταλλαγὴν μορφωτικῶν καὶ καλλιτεχνικῶν προγραμμάτων μεταξὺ τῶν ὀργανισμῶν ραδιοφωνίας καὶ τηλεοράσεως. Θὰ διευκολύνουν ἐπίσης τὴν ἀνταλλαγὴν καὶ κυκλοφορίαν φυλλαδίων, περιοδικῶν φιλολογικοῦ, καλλιτεχνικοῦ, ἐπιστημονικοῦ ἢ τεχνικοῦ περιεχομένου, ὡς ἐπίσης μουσικὰς ἐγγραφὰς καὶ ταινίας ἐκπαιδευτικοῦ ἐνδιαφέροντος αἱ ὁποῖαι ἀναφέρονται εἰς τὰς χώρας των.

Ἄρθρον 9.

Ἕκαστον τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν θὰ ἐνθαρρύνῃ τὴν ὀργάνωσιν εἰς τὴν ἐπικράτειάν του, καλλιτεχνικῶν καὶ ἐπιστημονικῶν ἐκθέσεων, συναυλιῶν, θεατρικῶν καὶ φολκλορικῶν παραστάσεων.

Τὰ Συμβαλλόμενα Μέρη θὰ διευκολύνουν ὡσαύτως τὴν στενὴν συνεργασίαν καὶ ἀνταλλαγὰς μεταξὺ καλλιτεχνικῶν συγκροτημάτων, κινήσεων νεολαίας καὶ κοινωνικῶν ὀργανώσεων.

Ἄρθρον 10.

Τὰ Συμβαλλόμενα Μέρη θὰ ἐνθαρρύνουν:

1. Τὴν Συμμετοχὴν τῶν ἐκπροσώπων των εἰς διεθνεῖς ἀθλητικὰς ἐκδηλώσεις, ἀγωνίσματα καὶ συναντήσεις τὰς ὁποίας θὰ ὀργανώνῃ τὸ ἕτερον Μέρος.
2. Τὴν συνεργασίαν τῶν ἀθλητικῶν συλλόγων τῶν χωρῶν των.
3. Ἐπαφὰς τῶν ἐθνικῶν τουριστικῶν ὀργανισμῶν των πρὸς τὸν σκοπὸν τῆς αὐξήσεως τοῦ τουριστικοῦ ρεύματος μεταξὺ τῶν δύο χωρῶν.

Ἄρθρον 11.

Πρὸς τὸν σκοπὸν τῆς ἐφαρμογῆς τῆς παρούσης Συμφωνίας θέλει συσταθῇ μία Μικτὴ Ἑλληνο - Μαλτέζικη Ἐπιτροπή, ἡ ὁποία θὰ συνέρχεται ἐν ὁλομελείᾳ, ἀνὰ διετίαν, ἐναλλακτικῶς ἐν Ἑλλάδι καὶ Μάλτα, πρὸς ἐπεξεργασίαν τῶν λεπτομερειῶν τῶν προγραμμάτων συνεργασίας καὶ τῶν οἰκονομικῶν των ὅρων.

Ἡ ἐφαρμογὴ τῶν διατάξεων τῶν προγραμμάτων ἅτινα θὰ ἐπεξεργάζηται ἡ Μικτὴ Ἐπιτροπὴ θὰ λαμβάνῃ χώραν διὰ τῆς διπλωματικῆς ὁδοῦ τῶν δύο Μερῶν.

Ἅπασαι αἱ προβλεπόμεναι εἰς τὴν παροῦσαν Συμφωνίαν ἀνταλλαγαὶ καὶ ἰδίᾳ αἱ ἀναφερόμεναι εἰς τοὺς καλλιτέχνας καὶ τὰ καλλιτεχνικὰ συγκροτήματα θὰ γίνωνται ἐπὶ βάσεως ἀμοιβαιότητος.

Ἄρθρον 12.

Ἡ παροῦσα Συμφωνία θὰ τεθῇ ἐν ἰσχύι τὴν τριακοστὴν ἡμέραν ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας τῆς ἀνταλλαγῆς τῶν ὀργάνων ἐπικυρώσεως ἡ ὁποία θὰ λάβῃ χώραν ἐν Ρώμῃ.

Ἄρθρον 13.

Ἡ παροῦσα Συμφωνία συνάπτεται δι' ἀπεριόριστον χρονικὴν περίοδον. Αὕτη δύναται νὰ καταγγελθῇ ὑπὸ ἀμφοτέρων τῶν Μερῶν διὰ γνωστοποιήσεως τῆς καταγγελίας πρὸς τὸ ἕτερον Μέρος.

Ἐν τοιαύτῃ περιπτώσει ἡ Συμφωνία θὰ παύσῃ νὰ ἰσχύῃ ἓξ μῆνας ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας τῆς λήψεως τοῦ ἐγγράφου γνωστοποιήσεως τῆς καταγγελίας της.

Εἰς πίστωσιν, οἱ ἐξουσιοδοτημένοι Ἀντιπρόσωποι τῶν δύο Μερῶν ὑπέγραψαν τὴν παροῦσαν Συμφωνίαν καὶ ἔθεσαν ἐπ' αὐτῆς τὰς σφραγῖδας των.

Ἐγένετο ἐν Ἀθήναις, τὴν 8ην Ἀπριλίου 1976 εἰς δύο πρωτότυπα εἰς τὴν ἀγγλικὴν γλῶσσαν.

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν
τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας
(Ὑπογραφὴ)

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν
τῆς Δημοκρατίας τῆς Μάλτας
(Ὑπογραφὴ)

Ἄρθρον δεύτερον.

Τὰ εἰς ἐκτέλεσιν τῆς παρούσης Συμφωνίας καὶ ὑπὸ τῆς ὑπὸ τοῦ ἄρθρου 11 αὐτῆς προβλεπομένης Μικτῆς Ἐπιτροπῆς καταρτιζόμενα Πρωτόκολλα - Πρακτικά, ἐγκρίνονται διὰ κοινῆς Πράξεως τῶν ἁρμοδίων Ὑπουργῶν.

Ἄρθρον τρίτον.

Ἡ ἰσχὺς τοῦ παρόντος ἄρχεται ἀπὸ τῆς δημοσιεύσεώς του διὰ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως.

Ὁ παρὼν νόμος ψηφισθεὶς ὑπὸ τῆς Βουλῆς καὶ παρ' Ἡμῶν σήμερον κυρωθείς, δημοσιευθήτω διὰ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως καὶ ἐκτελεσθήτω ὡς νόμος τοῦ Κράτους.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 18 Δεκεμβρίου 1978

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ Δ. ΤΣΑΤΣΟΣ

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΠΡΟΕΔΡΙΑΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ	ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ
ΚΩΝΣΤ. ΣΤΕΦΑΝΟΠΟΥΛΟΣ	**ΓΕΩΡΓΙΟΣ ΡΑΛΛΗΣ**
ΕΘΝ. ΠΑΙΔΕΙΑΣ ΚΑΙ ΘΡΗΣΚΕΥΜΑΤΩΝ	ΠΟΛΙΤΙΣΜΟΥ ΚΑΙ ΕΠΙΣΤΗΜΩΝ
ΙΩΑΝ. ΒΑΡΒΙΤΣΙΩΤΗΣ	**ΔΗΜΗΤΡΙΟΣ ΝΙΑΝΙΑΣ**

Ἐθεωρήθη καὶ ἐτέθη ἡ μεγάλη τοῦ Κράτους σφραγίς.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 21 Δεκεμβρίου 1978

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ

ΓΕΩΡΓΙΟΣ ΣΤΑΜΑΤΗΣ

---

(3)

ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 844

Περὶ κυρώσεως τῆς ἐν Λονδίνῳ τὴν 7ην Ἰουνίου 1968 ὑπογραφείσης Εὐρωπαϊκῆς Συμβάσεως «περὶ καταργήσεως τῆς ἐπικυρώσεως τῶν ἐγγράφων συνταχθέντων ὑπὸ τῶν διπλωματικῶν ἢ Προξενικῶν Πρακτόρων».

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Ψηφισάμενοι ὁμοφώνως μετὰ τῆς Βουλῆς, ἀπεφασίσαμεν:

Ἄρθρον πρῶτον.

Κυροῦται καὶ ἔχει ἰσχὺν Νόμου ἡ ἐν Λονδίνῳ τὴν 7ην Ἰουνίου 1968 ὑπογραφεῖσα Εὐρωπαϊκὴ Σύμβασις «περὶ καταργήσεως τῆς ἐπικυρώσεως τῶν ἐγγράφων συνταχθέντων ὑπὸ τῶν διπλωματικῶν ἢ Προξενικῶν Πρακτόρων», τῆς ὁποίας τὸ κείμενον ἐν πρωτοτύπῳ εἰς τὴν Γαλλικὴν γλῶσσαν καὶ ἐν μεταφράσει εἰς τὴν Ἑλληνικὴν ἔχει ὡς ἕπεται:

Convention Européenne Relative a la Suppression de la Légalisation des Actes Etablis par les Agents Diplomatiques ou Consulaires.

Les Etats membres du Conseil de l'Europe, signataires de la présente Convention,

Considérant que le but du Conseil de l'Europe est de réaliser une union plus étroite entre ses Membres ;

Considérant que les relations entre les Etats membres, ainsi qu'entre leurs agents diplomatiques ou consulaires, sont de plus en plus fondées sur une confiance réciproque ;

Considérant que la suppression de la légalisation rend à renforcer les liens entre les Etats membres en permettant l'utilisation de documents étrangers au même titre que ceux qui émanent des autor.tés dnationales ;

Convaincus de la nécessité de supprimer l'exigence dela légalisation des actes établis par leurs agents. diplomatiques ou consulaires,

Sont conveunus de ce qui suit :

Article 1er

La légalisation, au sens de la présente Convention, ne recouvre que la formalité destinée à attester la véracité de la signature apposée sur un acte, la qualité en laquelle le signataire de l'acte a agi et, le cas échant, l'identité du sceau ou timbre dont cet acte est revêtu.

Article 2

1. La présente Convention s'applique aux actes établis en leur qualité officielle par les agents diplomatiques ou consulaires d'une Partie Contractante exerçant leurs fonctions sur le territoire de tout Etat et qui doivent être produits :

a) sur le territoire d'une autre Partie Contractante, ou

b) devant des agents diplomatiques ou consulaires d'une autre Partie Contractante, exerçant leurs fonctions sur le territoire d'un Etat qui n'est pas partie à la présente Convention.

2. Elle s'applique également aux déclarations officielles, telles que mentions d'enregistrement, visas pour date certaine et certifications de signature, apposés par les agents diplomatiques ou consulaires sur des actes autres que ceux visés au parahraphe précédent.

Article 3

Chacune des Parties Contractantes dispense de légalisation les actes auxquels s'applique la présente Convention.

Article 4

1. Chacune des Parties Contractantes prendra les mesures nécessaires pour éviter que ses autorités ne procèdent à la légalisation dans les cas où la présente Convention en prescrit la suppression.

2. Elle assurera la vérification, en cas de nécesfté, de l'origine des actes auxquels s'applique la présente Convention. Cette vérification ne donnera lieu au paiement d'aucune taxe ou frais quelconque et devra être opérée le plus rapidement possible.

Article 5

La présente Convention prévaudra, dans les relations entre les Parties Contractantes,sur les dispositions des traités, conventions ou accords qui soumettent ou soumettront à la légalisation la véracité de la signature des agents diplomatiques ou consulaires, la qualité en laquelle le signataire d'un acte a agi et, le cas échéant, l'identité du sceau ou du timbre dont cet acte est revêtu.

Article 6

1. La présente Convention est ouverte à la signature des Etats membres du Conseil de l'Europe. Elle sera ratifiée ou acceptée. Les instruments de ratification ou d'acceptation seront déposés près le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

2. La Convention entrera en vigueur trois mois après la date du dépôt du troisième instrument de ratification ou d'acceptation.

3. Elle entrera en vigueur à l'égard de tout Etat signataire qui la ratifiera ou l'acceptera ultérieurement, trois mois après la date du dépôt de son instrument de ratification ou d'acceptation.

Article 7

1. Après l'entrée en vigueur de la présente Convention, le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe pourra inviter tout Etat non membre du Conseil à adhérer à la présente Convention.

2. L'adhésion s'effectuera par le dépôt, près le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, d'un instrument d'adhésion qui prendra effet trois mois après la date de son dépôt.

Article 8

1. Toute Partie Contractante peut, au moment de la signature ou au moment du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation ou d'adhésion, désigner le ou les territoires auxquels s'appliquera la présente Convention.

2. Toute Partie Contractante peut, au moment du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation ou d'adhésion, ou à tout autre moment par la suite, étendre l'application de la présente Convention, par déclaration adressée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, à tout autre territoire désigné dans la déclaration et dont Elle assure les relations internationales ou pour lequel Elle est habilitée à stipuler.

3. Toute déclaration faite en vertu du paragraphe précédent pourra être retirée, en ce qui concerne tout territoire désigné dans cette déclaration, aux conditions prévues par l'article 9 de la présente Convention.

Article 9

1. La présente Convention demeurera en vigueur sans limitation de durée.

2. Toute Partie Contractante pourra, en ce qui la concerne, dénoncer la présente Convention en adressant une notification au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

3. La dénonciation prendra effet six mois après la date de la réception de la notification par le Secrétaire Général.

Article 10

Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe notifiera aux Etats membres du Conseil et à tout Etat ayant adhéré à la présente Convention :

a) toute signature ;

b) le dépôt de tout instrument de ratification, d'acceptation ou d'adhésion ;

c) toute date d'entrée en vigueur de la présente Convention ;

d) toute déclaration reçue en application des dispositions de l'article 8 ;

e) toute notification reçue en application des dispos sitions de l'article 9 et la date à laquelle la dénonciation prendra effet.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisé à cet effet, ont signé la présente Convention.

Fait à Londres, le 7 juin 1968, en français et en anglais, les deux textes faisant également foi, en un seul exemplaire qui sera déposé dans les archives du Conseil de l'Europe. Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe en communiquera copie certifiée conforme à chacun des Etats signataires et adhérents.

Εὐρωπαϊκὴ Σύμβασις «περὶ καταργήσεως τῆς ἐπικυρώσεως τῶν ἐγγράφων συνταχθέντων ὑπὸ τῶν διπλωματικῶν ἢ προξενικῶν πρακτόρων».

Τὰ Κράτη μέλη τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης τὰ ὑπογράψαντα τὴν παροῦσαν Σύμβασιν.

Ἔχοντα ὑπ' ὄψει ὅτι σκοπὸς τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης εἶναι ἡ πραγματοποίησις στενωτέρας ἑνότητος μεταξὺ τῶν μελῶν του·

Ἔχοντα ὑπ' ὄψει ὅτι αἱ σχέσεις μεταξὺ τῶν Κρατῶν μελῶν ὡς καὶ μεταξὺ τῶν διπλωματῶν ἢ προξενικῶν πρακτόρων των στηρίζονται ἐπὶ μᾶλλον καὶ μᾶλλον ἐπὶ τῆς ἀμοιβαίας ἐμπιστοσύνης·

Ἔχοντα ὑπ' ὄψει ὅτι ἡ κατάργησις τῆς ἐπικυρώσεως τείνει εἰς τὴν ἐνίσχυσιν τῶν δεσμῶν μεταξὺ τῶν Κρατῶν μελῶν διὰ τῆς παροχῆς τῆς δυνατότητος χρησιμοποιήσεως τῶν ξένων ἐγγράφων κατὰ τὸν αὐτὸν τρόπον ὡς τὰ ἔγγραφα τὰ προερχόμενα ἐκ τῶν ἐθνικῶν ἀρχῶν.

Πεποιθότα περὶ τῆς ἀνάγκης καταργήσεως τῆς ἀπαιτήσεως τῆς ἐπικυρώσεως τῶν ἐγγράφων τῶν συντασσομένων ὑπὸ τῶν διπλωματικῶν ἢ προξενικῶν πρακτόρων των.

Συνεφώνησαν ἐπὶ τῶν ἀκολούθων :

Ἄρθρον 1.

Ἡ ἐπικύρωσις, κατὰ τὴν ἔννοιαν τῆς παρούσης Συμβάσεως δὲν καλύπτει εἰ μὴ τὴν διατύπωσιν, δι' ἧς βεβαιοῦται τὸ γνήσιον τῆς ἐπὶ ἐγγράφου τινὸς τιθεμένης ὑπογραφῆς, τὴν ἰδιότητα ὑφ' ἣν ὁ ὑπογράφων τὸ ἔγγραφον ἐνήργησε καί, συντρεχούσης περιπτώσεως, τὴν ἀναγνώρισιν τῆς σφραγῖδος ἢ τοῦ χαρτοσήμου, ἅτινα φέρει τοιοῦτον ἔγγραφον.

Ἄρθρον 2.

1. Ἡ παροῦσα Σύμβασις ἐφαρμόζεται εἰς τὰ ἔγγραφα τὰ συνταχθέντα ὑπὸ τῶν διπλωματικῶν ἢ προξενικῶν πρακτόρων ἑνὸς Συμβαλλομένου Μέρους, ὑπὸ τὴν ἐπίσημον ἰδιότητά των καὶ ἐκτελούντων τὰ καθήκοντά των ἐπὶ τοῦ ἐδάφους παντὸς Κράτους καὶ ἅτινα δέον νὰ προσαχθοῦν.

α) Εἰς τὸ ἔδαφος ἑτέρου Συμβαλλομένου Μέρους ἢ

β) ἐνώπιον τῶν διπλωματικῶν ἢ προξενικῶν πρακτόρων ἑτέρου Συμβαλλομένου Μέρους, ἀσκούντων τὰ καθήκοντά των ἐπὶ τοῦ ἐδάφους ἑτέρου Κράτους, ὅπερ δὲν εἶναι μέρος εἰς τὴν παροῦσαν Σύμβασιν.

2. Ἡ παροῦσα Σύμβασις ἐφαρμόζεται ἐπίσης εἰς τὰς ἐπισήμους βεβαιώσεις, εἰς τὰς ἀναφερομένας εἰς τὰς καταχωρίσεις ἐγγράφων, τὰς θεωρήσεις διὰ βεβαίωσιν χρονολογίας, τῆς πιστοποιήσεως ὑπογραφῆς τεθημένων ὑπὸ τῶν διπλωματικῶν ἢ προξενικῶν πρακτόρων καὶ ἐπὶ ἑτέρων ἐγγράφων πλὴν τῶν προβλεπομένων εἰς τὴν προηγουμένην παράγραφον.

Ἄρθρον 3.

Ἕκαστον τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν ἀπαλλάσσει τῆς ἐπικυρώσεως τὰ ἔγγραφα εἰς ἃ ἐφαρμόζεται ἡ παροῦσα Σύμβασις.

Ἄρθρον 4.

1. Ἕκαστον τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν θὰ λάβῃ τὰ ἀναγκαῖα μέτρα πρὸς ἀποφυγὴν ὑπὸ τῶν ἀρχῶν του τῆς ἐπικυρώσεως εἰς τὰς περιπτώσεις δι' ἃς ἡ παροῦσα Σύμβασις προβλέπει τὴν κατάργησιν ταύτης.

2. Ἕκαστον τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν θὰ ἐξασφαλίζῃ ὁσάκις τοῦτο εἶναι ἀναγκαῖον, τὴν βεβαίωσιν περὶ τῆς προελεύσεως τῶν ἐγγράφων εἰς ἃ ἐφαρμόζεται ἡ παροῦσα Σύμβασις. Ἡ βεβαίωσις αὕτη δὲν θὰ συνεπάγεται τὴν πληρωμὴν οἱουδήποτε τέλους ἢ ἐξόδων καὶ δέον νὰ ἐνεργῆται τὸ ταχύτερον δυνατόν.

Ἄρθρον 5.

Ἡ παροῦσα Σύμβασις θὰ ὑπερισχύῃ, εἰς τὰς σχέσεις μεταξὺ τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν, τῶν διατάξεων τῶν συμβάσεων ἢ συμφωνιῶν, αἵτινες ὑποβάλλουν ἢ θὰ ὑποβάλλουν εἰς ἐπικύρωσιν τὸ γνήσιον τῆς ὑπογραφῆς τῶν διπλωματικῶν ἢ προξενικῶν πρακτόρων, τὴν ἰδιότητα ὑφ' ἣν ὁ ὑπογράφων τὸ ἔγγραφον ἐνήργησε καί, συντρεχούσης περιπτώσεως, τὴν ἀναγνώρισιν τῆς σφραγῖδος ἢ τοῦ χαρτοσήμου ἅτινα φέρει τοιοῦτον ἔγγραφον.

Ἄρθρον 6.

1. Ἡ παροῦσα Σύμβασις θὰ εἶναι ἀνοικτὴ πρὸς ὑπογραφὴν ὑπὸ τῶν Κρατῶν μελῶν τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης, θέλει ἐπικυρωθῇ ἢ γίνει ἀποδεκτή. Τὰ ὄργανα ἐπικυρώσεως ἢ ἀποδοχῆς θέλωσι κατατεθῇ παρὰ τῇ Γενικῇ Γραμματεία τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης.

2. Ἡ Σύμβασις θέλει τεθῇ ἐν ἰσχύι τρεῖς μῆνας μετὰ τὴν ἡμερομηνίαν τῆς καταθέσεως τοῦ τρίτου ὀργάνου ἐπικυρώσεως ἢ ἀποδοχῆς.

3. Ἡ Σύμβασις θέλει τεθῆ ἐν ἰσχύι ὡς πρὸς πᾶν ὑπογράφον Κράτος ὅπερ θὰ ἀκυρώση ἢ ἀποδεχθῆ ταύτην μεταγενεστέρως, τρεῖς μῆνας μετὰ τὴν ἡμερομηνίαν τῆς καταθέσεως τοῦ ἐγγράφου ἐπικυρώσεως ἢ ἀποδοχῆς.

Ἄρθρον 7.

1. Μετὰ τὴν θέσιν ἐν ἰσχύι τῆς παρούσης Συμβάσεως, ἡ Ἐπιτροπὴ τῶν Ὑπουργῶν τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης δύναται νὰ καλέσῃ πᾶν Κράτος μὴ μέλος τοῦ Συμβουλίου ὅπως προσχωρήσῃ εἰς τὴν παροῦσαν Σύμβασιν.

2. Ἡ προσχώρησις θὰ πραγματοποιῆται διὰ τῆς καταθέσεως παρὰ τῷ Γενικῷ Γραμματεῖ τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης τοῦ ὀργάνου προσχωρήσεως, ὅπερ θέλει ἰσχύσει τρεῖς μῆνας μετὰ τὴν ἡμερομηνίαν τῆς καταθέσεώς του.

Ἄρθρον 8.

1. Πᾶν Συμβαλλόμενον Μέρος δύναται, κατὰ τὴν ὑπογραφὴν ἢ κατὰ τὴν κατάθεσιν τοῦ ὀργάνου ἐπικυρώσεως, ἀποδοχῆς ἢ προσχωρήσεως νὰ προσδιορίσῃ τὸ ἔδαφος ἢ τὰ ἐδάφη ἐφ' ὧν θὰ ἐφαρμόζεται ἡ παροῦσα Σύμβασις.

2. Πᾶν Συμβαλλόμενον Μέρος δύναται, κατὰ τὴν κατάθεσιν τοῦ ὀργάνου ἐπικυρώσεως ἀποδοχῆς ἢ προσχωρήσεως ἢ ἀνὰ πᾶσαν στιγμὴν μεταγενεστέρως, νὰ ἐπεκτείνῃ τὴν ἐφαρμογὴν τῆς παρούσης Συμβάσεως, διὰ δηλώσεως ἀπευθυνομένης πρὸς τὸν Γενικὸν Γραμματέα τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης, εἰς πᾶν ἕτερον ἔδαφος προσδιοριζόμενον ἐν τῇ δηλώσῃ καὶ οὗ ἐξασφαλίζει τὰς ἐξωτερικὰς σχέσεις ἢ δι' ὃ εἶναι ἐξουσιοδοτημένον νὰ συμβάλλεται.

3. Πᾶσα δήλωσις γενομένη, δυνάμει τῆς προηγουμένης παραγράφου δύναται νὰ ἀποσυρθῆ ὡς πρὸς πᾶν ἔδαφος προσδιοριζόμενον ἐν τῇ δηλώσῃ συμφώνως πρὸς τοὺς ὅρους τοὺς προβλεπομένους ὑπὸ τοῦ ἄρθρου 9.

Ἄρθρον 9.

1. Ἡ παροῦσα Σύμβασις θὰ παραμείνῃ ἐν ἰσχύι ἄνευ περιορισμοῦ ὡς πρὸς τὴν διάρκειαν.

2. Πᾶν Συμβαλλόμενον Μέρος δύναται, ὡς πρὸς αὐτό, νὰ καταγγείλῃ τὴν παροῦσαν Σύμβασιν διὰ γνωστοποιήσεως ἀπευθυνομένης πρὸς τὸν Γενικὸν Γραμματέα τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης.

3. Ἡ καταγγελία θέλει ἰσχύσει ἓξ μῆνας μετὰ τὴν ἡμερομηνίαν τῆς λήψεως τῆς γνωστοποιήσεως ὑπὸ τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως.

Ἄρθρον 10.

Ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης θὰ γνωστοποιῇ εἰς τὰ Κράτη Μέλη τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης καὶ εἰς πᾶν Κράτος προσχωρῆσαν εἰς τὴν παροῦσαν Σύμβασιν.

α) Πᾶσαν ὑπογραφήν.

β) Τὴν κατάθεσιν παντὸς ὀργάνου ἐπικυρώσεως ἀποδοχῆς ἢ προσχωρήσεως.

γ) Πᾶσαν ἡμερομηνίαν θέσεως ἐν ἰσχύι τῆς παρούσης Συμβάσεως.

δ) Πᾶσαν δήλωσιν ληφθεῖσαν κατ' ἐφαρμογὴν τῶν διατάξεων τοῦ ἄρθρου 8.

ε) Πᾶσαν γνωστοποίησιν ληφθεῖσαν κατ' ἐφαρμογὴν τῶν διατάξεων τοῦ ἄρθρου 9 καὶ τὴν ἡμερομηνίαν καθ' ἣν θέλει ἰσχύσει ἡ καταγγελία.

Εἰς πίστωσιν τῶν ἀνωτέρω, οἱ ὑπογεγραμμένοι δεόντως πρὸς τοῦτο ἐξουσιοδοτημένοι, ὑπέγραψαν τὴν παροῦσαν Σύμβασιν.

Ἐγένετο ἐν Λονδίνῳ τὴν 7 Ἰουνίου 1968, εἰς τὴν γαλλικὴν καὶ τὴν ἀγγλικήν, ἀμφοτέρων τῶν κειμένων ὄντων ἐξ ἴσου αὐθεντικῶν εἰς ἓν καὶ μόνον ἀντίτυπον, ὅπερ θέλει κατατεθῆ εἰς τὰ ἀρχεῖα τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης.

Ὁ Γενικὸς Γραμματέας τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης θέλει διαβιβάσει κεκυρωμένα ἀντίγραφα εἰς πάντας τοὺς ὑπογράφοντας καὶ προσχωροῦντας.

Ἄρθρον δεύτερον.

Ἡ ἰσχὺς τοῦ παρόντος ἄρχεται ἀπὸ τῆς δημοσιεύσεώς του διὰ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως.

Ὁ παρὼν νόμος ψηφισθεὶς ὑπὸ τῆς Βουλῆς καὶ παρ' Ἡμῶν σήμερον κυρωθείς, δημοσιευθήτω διὰ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως καὶ ἐκτελεσθήτω ὡς νόμος τοῦ Κράτους.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 18 Δεκεμβρίου 1978

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ Δ. ΤΣΑΤΣΟΣ

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ
ΓΕΩΡΓΙΟΣ ΡΑΛΛΗΣ

ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ
ΓΕΩΡΓΙΟΣ ΣΤΑΜΑΤΗΣ

ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΩΝ
ΑΘΑΝΑΣΙΟΣ ΚΑΝΕΛΛΟΠΟΥΛΟΣ

Ἐθεωρήθη καὶ ἐτέθη ἡ μεγάλη τοῦ Κράτους σφραγίς.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 21 Δεκεμβρίου 1978

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ

ΓΕΩΡΓΙΟΣ ΣΤΑΜΑΤΗΣ

---

(4)

ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 845

Περὶ κυρώσεως τῆς ἐν Ἀθήναις τὴν 20ὴν Ἰουνίου 1977 ὑπογραφείσης μεταξὺ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας καὶ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Δημοκρατίας τῆς Φινλανδίας Συμφωνίας διεθνῶν ὁδικῶν μεταφορῶν.

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Ψηφισάμενοι ὁμοφώνως μετὰ τῆς Βουλῆς, ἀπεφασίσαμεν:

Ἄρθρον πρῶτον.

Κυροῦται καὶ ἔχει ἰσχὺν Νόμου ἡ ἐν Ἀθήναις τὴν 20ὴν Ἰουνίου 1977 ὑπογραφεῖσα, μεταξὺ τῶν Κυβερνήσεων τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας καὶ τῆς Δημοκρατίας τῆς Φινλανδίας, Συμφωνία διεθνῶν ὁδικῶν μεταφορῶν, τῆς ὁποίας τὸ κείμενον ἐν πρωτοτύπῳ εἰς τὴν Ἀγγλικὴν γλῶσσαν καὶ ἐν μεταφράσει εἰς τὴν Ἑλληνικὴν ἔχει ὡς ἕπεται:

AGREEMENT

between the Government of the Hellenic Republic and the Government of the Republic of Finland on the International Road Transport.

The Government of the Hellenic Republic and the Government of the Republic of Finland.

Desiring to facilitate international road transport between their two States and in transit through their erritories.

HAVE AGREED as follows:

I. PASSENGER TRANSPORT

Article 1

Regular passenger bus services between the two countries need authoruzation from the competent authorities of both Contracting Parties. Applications for such authorizations shall be submitted and dealt with in accordance with a procedure to be established jointly by these authorities.

Article 2

Passenger transports other than regular services, which are to be performed by carriers of one Contracting Party with a bus registered in the terri!ory of that Contracting Party to or from the territory of the other Contracting Party, require previous authorization from the competent authority of the latter Contracting Party except if the passengers are being carried.

a) on a round trip beginning and ending in the territory of the Contracting Paıty where the vehicle is registered, or

b) on a journey starting in the country where the vehicle is registered and ending in the territory of the other Contracting Party, provided that the vehicle returns empty to the country where it is registered, or

c) on a transit service of occasional character.

II. GOODS TRANSPORT

Article 3

A carrier authorised in the territory of one Contracting Party shall be permitted, without being reguired to obtain an operator's (transport) licence for that purpose in accordance with the laws and regulations of the other Contracting Party, to import either an empty or laden goods vehicle temporarily into the territory of that other Contracting Party for the purpose of the carriage of goods, including return loads:

a) between any point in the territory of one Contracting Party and any point in the territory of the other Contracting Party; and

b) in transit through the territory of that other Contracting Party.

Article 4

1. Except as provided in Article 5 of this Agreement a carrier authorised in the territory of one Contracting Party, including a carrier on own account, shall require a permit in order to engage in the trasport operations referred to in Article 3. Such permits shall be issued by the competent authority of the Contracting Party by which the carrier is authorised within the limits of annual quotas fixed jointly by the competent authorities.

2. A permit shall not be transferable.

3. A permit shall be valid for use of one motor vehicle or one combination of vehicles (articulated vahicle or road train).

4. Permits may be of two types:

a) journey permits valid for one journey (outward and return) with a maximum period of velidity not exceeding six months;

b) period permits valid for any number of journeys within a period of one calendar year.

5. Each competent authority shall send to the other on request an adequate supply of blank permits.

Article 5

The permits referred to in Article 4 of this Agreement shall not be required for:

a) carriage of damaged vehicles or movement of unladen breakdown vehicles for the purpose of such carriage or operation of a vehicle in substitution for a damaged vehicle;

b) carriage of works of art and antiques;

c) carriage of articles and equipment exclusively for publicity or educational purposes;

d) carriage of properties, equipment or animals to or from theatrical, musiacl, cinematographic or circus performances or sporting events, exhibitions or fairs, or to or from the making of radio or television broadcasts or films;

e) carriage of goods for fairs or exhibitions;

f) funeral transport;

g) carriage of household effects;

h) carriage of perishable goods in refrigerated vehicles;

i) carriage of medical equipment and stores in cases of emergency.

III. OTHER PROVISIONS

Article 6

If the weights and dimensions of a vehicle or combinat on of vehicles, whether laden or uladen, registered in the territory of one Contracting Party exceed the maximum weights and dimensions laid down under the laws or regulations of the other Contracting Party special permission in writing, in addition to any permit required under Article 4, shall be obtained from the competent authority of that other Contracting Party to poerate the vehicle or combination of vehicles in its territory.

Article 7

1. Nothing in this Agreement shall be held to permit a carrier authorised in the territory of one Contracting Party to pick up passengers or goods at a point in the territory of the other Contracting Party for setting down or delivery at any other point in that territory.

2. A carrier of one Con racting Party may not pick up passengers or goods in the territory of:

a) a third country for setting down or delivery in the territory of the other Contracting Party; or

b) the other Cont acting Party for setting down or delivery in a third country, unless special permission in writing to carry out such an operation has been obtained from the competent authority of that other Contracting Party.

Article 8

Permits issued in accordance with the provisions of this Agreement must be carried on the vehicle and produced on demand to any person who is duly authorised in the territory of either Cont acting Party to demand them.

Article 9

Vehicles which are registered in the territory of one of the Contracting Parties and temporarily imported into the territory of the other Contracting Party shall be exempted from all taxes and charges levied on the circulation or the possession of vehicles in that territory. This exemption shall not apply to tolls, taxes or charges on consumption, including fuel consumption, or taxes or charges on transport.

Article 10

1. No import of fuel shall be permitted into the territory of one Contracting Party by vehicle registered in the territory of the other Contracting Party except for the quantity contained in the standard supply tank(s) of the vehicle, as has (have) originally been mounted to the vehicle by its manufacturer.

2. Spare parts, temporarily imported into the territory of the other Contracting Party for the repair of vehicles performing transport operations within the scope of this Agreement, are exempt from customs duties and all other taxes and charges on import on the basis of issuing a document of temporary importation by entry customs authorities.

3. Unused spare parts shall be re-exported.

4. The replaced parts shall be transported back to the country of registration of the vehicle or shall be destroyed under the control of the competent customs officials of the other Contracting Party.

Article 11

1. Subject to the provisions of this Agreement a carrier authorised in the territory of one Contracting Party shall, when in the territory of the other Contracting Party, comply with the laws and regulations in force in that territory concerning road transport and road traffic.

2. In the event of a carrier of one Contracting Party failing to comply with the provisions of the preceding paragraph, the competent authority of the other Contracting Party may notify the competent authority of the Contracting Party in which the carrier is authorised and may request that authority either

a) to issue a warning to that carrier;

b) to issue such a warning together with a notification that any subsequent infringement will lead to the temporary or permanent exclusion of vehicles owned or operated by that person from the territory of the Contracting Party in which the infringement occured; or

c) to issue a notification of such exclusion.

3. The competent authority receiving any such request shall comply therewith and shall as soon as possible inform the competent authority of the other Contracting Party of the action taken.

4. The provisions of this Article shall be without prejudice to any lawful sanctions which may be applied by the courts or enforcement authorities of the Contracting Party whose laws or regulations have not been complied with.

Article 12

The questions, which are not envisaged by the provisions of this Agreement or those of international conventions to which the two countries are parties. will be subject to the national legislation of each of the Contracting Parties.

Article 13

1. The competent authorities of the Contracting Parties shall keep in contact with each other regarding any questions arising out of the application of this Agreement.

2. For the purposes of the preceding paragraph the Contracting Parties may establish a Joint Committee.

3. The Joint Committee shall meet at the request of the competent authority of either Contracting Party.

Article 14

1. This Agreement shall enter into force thirty days after the Contracting Parties have informed each other in writing that the measures necessary to give effect to the Agreement in their respective territories have been taken.

2. The Agreement shall remain in force for a period of one year after its entry into force. Thereafter it shall continue in force unless it is terminated by one Contracting Party giving six months' notice thereof in writing to the other Contracting Party.

In witness whereof the undersigned, being duly authorised thereto by their respective Governments, have signed this Agreement.

Done at Athens this 20th day of June 1977 in two copies in the English language, both being equally authoritative.

For the Government o. the Hellenic Republic	For the Government of the Republic of Finland
(Υπογραφή) Α. Παπαδόγγονας	(Υπογραφή) Heikki Katha

ΣΥΜΒΑΣΙΣ

Διεθνοῦς Ὁδικῆς Μεταφορᾶς μεταξὺ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας καὶ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Δημοκρατίας τῆς Φινλανδίας.

Ἡ Κυβέρνησις τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας καὶ ἡ Κυβέρνησις τῆς Δημοκρατίας τῆς Φινλανδίας,

Ἐπιθυμοῦσαι νὰ διευκολύνουν τὴν διεθνῆ ὁδικὴν μεταφορὰν μεταξὺ τῶν δύο Κρατῶν αὐτῶν καὶ ὑπὸ διαμετακόμισιν διὰ τῶν ἐδαφικῶν των περιοχῶν,

Συνεφώνησαν τὰ κάτωθι:

I. ΜΕΤΑΦΟΡΑ ΕΠΙΒΑΤΩΝ

Ἄρθρον 1.

Τακτικαὶ δι' ἐπιβάτας λεωφορείων ὑπηρεσίαι μεταξὺ τῶν δύο χωρῶν χρήζουν ἐξουσιοδοτήσεως τῶν ἁρμοδίων ἀρχῶν ἀμφοτέρων τῶν Συμβαλλομένων. Αἰτήσεις διὰ τοιαύτας ἐξουσιοδοτήσεις θὰ ὑποβάλλωνται καὶ ἐξετάζωνται συμφώνως πρὸς διαδικασίαν καθορισθησομένην ἀπὸ κοινοῦ ὑπὸ τῶν ἐν λόγῳ ἀρχῶν.

Ἄρθρον 2.

Μεταφοραὶ ἐπιβατῶν πλὴν τῶν τακτικῶν ὑπηρεσιῶν, αἵτινες πρόκειται νὰ ἐκτελεσθοῦν ὑπὸ μεταφορέων ἑνὸς τῶν Συμβαλλομένων διὰ λεωφορείου ἐγγεγραμμένου εἰς τὴν ἐπικράτειαν τοῦ Συμβαλλομένου τούτου εἰς ἢ ἐκ τῆς ἐπικρατείας τοῦ ἑτέρου τῶν Συμβαλλομένων, ἀπαιτοῦν προηγουμένην ἐξουσιοδότησιν παρὰ τῆς ἁρμοδίας ἀρχῆς τοῦ τελευταίου Συμβαλλομένου ἐκτὸς ἐὰν οἱ ἐπιβάται μεταφέρωνται:

α) ἐπὶ ταξιδίου μετ' ἐπιστροφῆς ἀρχομένου καὶ λήγοντος εἰς τὴν ἐπικράτειαν τοῦ Συμβαλλομένου Κράτους εἰς ὃ τὸ ὄχημα εἶναι ἐγγεγραμμένον, ἢ

β) ἐπὶ ταξιδίου ἀρχομένου εἰς τὴν χώραν εἰς ἣν τὸ ὄχημα εἶναι ἐγγεγραμμένον καὶ λήγοντος εἰς τὴν ἐπικράτειαν τοῦ ἑτέρου Συμβαλλομένου, ὑπὸ τὸν ὅρον ὅτι τὸ ὄχημα ἐπιστρέφει ἄδειον εἰς τὴν χώραν εἰς ἣν εἶναι ἐγγεγραμμένον, ἢ

γ) ἐπὶ ὑπηρεσίας ὑπὸ διαμετακόμισιν (TRANSIT SERVICE) ἐκτάκτου χαρακτῆρος.

II. ΜΕΤΑΦΟΡΑ ΕΜΠΟΡΕΥΜΑΤΩΝ

Ἄρθρον 3.

Εἰς μεταφορέα ἐξουσιοδοτημένον ἐν τῇ ἐπικρατείᾳ τοῦ ἑνὸς τῶν Συμβαλλομένων θὰ ἐπιτρέπεται, χωρὶς νὰ χρειασθῇ νὰ τύχῃ ἀδείας μεταφορᾶς πρὸς τὸν σκοπὸν τοῦτον, συμφώνως πρὸς τοὺς νόμους καὶ τοὺς κανονισμοὺς τοῦ ἑτέρου τῶν Συμβαλλομένων, νὰ εἰσάγῃ εἴτε κενὸν εἴτε ἔμφορτον ἐμπορευμάτων ὄχημα προσωρινῶς εἰς τὴν ἐπικράτειαν τοῦ ἑτέρου τούτου Συμβαλλομένου πρὸς τὸν σκοπὸν τῆς μεταφορᾶς ἐμπορευμάτων, συμπεριλαμβανομένων τῶν πρὸς ἐπιστροφὴν φορτίων:

α) μεταξὺ ἑνὸς οἱουδήποτε σημείου ἐν τῇ ἐπικρατείᾳ τοῦ ἑνὸς τῶν Συμβαλλομένων καὶ οἱουδήποτε σημείου ἐν τῇ ἐπικρατείᾳ τοῦ ἑτέρου Συμβαλλομένου καὶ

β) ὑπὸ διαμετακόμισιν διὰ τῆς ἐπικρατείας τοῦ ἑτέρου Συμβαλλομένου.

Ἄρθρον 4.

1. Ἐκτὸς ὡς προβλέπεται ἐν ἄρθρῳ 5 τῆς παρούσης Συμβάσεως, μεταφορεὺς ἐξουσιοδοτημένος ἐν τῇ ἐπικρατείᾳ ἑνὸς τῶν Συμβαλλομένων, συμπεριλαμβανομένου μεταφορέως ἐνεργοῦντος δι' ἴδιον λογαριασμόν, χρειάζεται ἄδειαν ἵνα ἀσχοληθῇ μὲ τὰς ἐν ἄρθρῳ 3 ἀναφερομένας ἐργασίας μεταφορᾶς. Τοιαῦται ἄδειαι θὰ ἐκδίδωνται ὑπὸ τῆς ἁρμοδίας ἀρχῆς τοῦ Συμβαλλομένου Κράτους ὑπὸ τῆς ὁποίας ὁ μεταφορεὺς ἔχει ἐξουσιοδοτηθῇ, ἐντὸς τῶν ὁρίων τῶν ἐτησίων ποσοστώσεων τῶν καθορισθεισῶν ἀπὸ κοινοῦ ὑπὸ τῶν ἁρμοδίων ἀρχῶν.

2. Ἡ ἄδεια δὲν θὰ δύναται νὰ μεταβιβασθῇ.

3. Ἡ ἄδεια θὰ ἰσχύῃ διὰ χρῆσιν ἑνὸς αὐτοκινήτου ὀχήματος ἢ ἑνὸς συνδυασμοῦ ὀχημάτων (ἀρθρωτὸν ὄχημα ἢ ὁδικὸς

συρμός).

4. Αἱ ἄδειαι δύνανται νὰ εἶναι δύο εἰδῶν:

α) ἄδειαι ταξιδίου ἰσχύουσαι δι' ἓν ταξίδιον (μετ' ἐπιστροφῆς) μὲ ἀνωτάτην περίοδον ἰσχύος μὴ ὑπερβαίνουσα τοὺς ἓξ μῆνας.

β) περιοδικαὶ ἄδειαι ἰσχύουσαι δι' οἱονδήποτε ἀριθμὸν ταξιδίων ἐντὸς περιόδου ἑνὸς ἡμερολογιακοῦ ἔτους.

5. Ἑκάστη ἁρμοδία ἀρχὴ θὰ ἀποστείλῃ εἰς τὴν ἑτέραν, τῇ αἰτήσει, ἐπαρκῆ ἀριθμὸν λευκῶν ἀδειῶν.

Ἄρθρον 5.

Αἱ ἐν ἄρθρῳ 4 τῆς παρούσης Συμβάσεως ἄδειαι δὲν θὰ ἀπαιτοῦνται διά:

α) τὴν μεταφορὰν ὑποστάντων ζημίας ὀχημάτων ἢ τὴν μετακίνησιν ἀφόρτων ὑποστάντων βλάβην ὀχημάτων πρὸς τὸν σκοπὸν τοιαύτης μεταφορᾶς ἢ διὰ τὴν λειτουργίαν ὀχήματος εἰς ἀντικατάστασιν ὑποστάντος ζημίας τοιούτου.

β) τὴν μεταφορὰν ἔργων τέχνης καὶ παλαιῶν ἀντικειμένων (ἀντίκες).

γ) τὴν μεταφορὰν ἀντικειμένων καὶ ὑλικοῦ ἀποκλειστικῶς διὰ δημοσιότητα ἢ ἐκπαιδευτικοὺς σκοπούς.

δ) τὴν μεταφορὰν περιουσιακῶν στοιχείων, ἐξοπλισμοῦ ἢ ζώων εἰς ἢ ἐκ τῶν τόπων θεατρικῶν, μουσικῶν, κινηματογραφικῶν παραστάσεων ἢ τσίρκων ἢ τόπων διεξαγωγῆς ἀθλητικῶν ἀγωνισμάτων, ἐκθέσεων ἢ πανηγύρεων, ἢ εἰς ἢ ἐκ ραδιοφωνικῶν ἢ τηλεοπτικῶν σταθμῶν ἢ τόπων γυρίσματος ταινίας (φίλμ).

ε) τὴν μεταφορὰν ἐμπορευμάτων διὰ πανηγύρεις ἢ ἐκθέσεις.

στ) τὴν μεταφορὰν τῶν σορῶν ἀποβιωσάντων προσώπων.

ζ) τὴν μεταφορὰν οἰκιακῶν εἰδῶν.

η) τὴν μεταφορὰν ἐμπορευμάτων ὑποκειμένων εἰς φθορὰς ἐντὸς ὀχημάτων ψυγείων.

θ) τὴν μεταφορὰν ἰατρικοῦ ἐξοπλισμοῦ καὶ ἐφοδίων εἰς περιπτώσεις ἐπειγούσης ἀνάγκης.

ΙΙΙ. ΕΤΕΡΑΙ ΔΙΑΤΑΞΕΙΣ

Ἄρθρον 6.

Ἐὰν τὸ βάρος καὶ αἱ διαστάσεις ὀχήματός τινος ἢ συνδυασμοῦ ὀχημάτων, ἐμφόρτων ἢ ἀφόρτων, ἐγγεγραμμένων ἐν τῇ ἐπικρατείᾳ ἑνὸς τῶν Συμβαλλομένων ὑπερβαίνουν τὸ κατὰ τοὺς νόμους ἢ κανονισμοὺς τοῦ ἑτέρου τῶν Συμβαλλομένων ἀνώτατον βάρος καὶ διαστάσεις, εἰδικὴ γραπτὴ ἄδεια, ἐπιπροσθέτως οἱασδήποτε ἀδείας ἀπαιτουμένης κατὰ τὸ Ἄρθρον 4, θὰ λαμβάνεται παρὰ τῆς ἁρμοδίας ἀρχῆς τοῦ ἑτέρου τῶν Συμβαλλομένων ἵνα κινηθῇ τὸ ὄχημα, ἢ ὁ συνδυασμὸς ὀχημάτων, ἐν τῇ ἐπικρατείᾳ αὐτοῦ.

Ἄρθρον 7.

1. Οὐδεμία διάταξις τῆς παρούσης Συμβάσεως θὰ θεωρῆται ὅτι ἐπιτρέπει εἰς τὸν ἐξουσιοδοτημένον ἐν τῇ ἐπικρατείᾳ τοῦ ἑνὸς τῶν Συμβαλλομένων μεταφορέα νὰ παραλαμβάνῃ ἐπιβάτας ἢ ἐμπορεύματα εἴς τι σημεῖον ἐν τῇ ἐπικρατείᾳ τοῦ ἑτέρου τῶν Συμβαλλομένων, πρὸς ἀποβίβασιν ἢ παράδοσιν εἰς οἱονδήποτε ἕτερον σημεῖον τῆς ἐπικρατείας ταύτης.

2. Μεταφορεὺς ἑνὸς τῶν Συμβαλλομένων Κρατῶν δὲν δύναται νὰ παραλαμβάνῃ ἐπιβάτας ἢ ἐμπορεύματα ἐν τῇ ἐπικρατείᾳ:

α) τρίτης χώρας πρὸς ἀποβίβασιν ἢ παράδοσιν ἐν τῇ ἐπικρατείᾳ τοῦ ἑτέρου τῶν ὧδε Συμβαλλομένων, ἢ

β) τοῦ ἑτέρου τῶν ὧδε Συμβαλλομένων πρὸς ἀποβίβασιν ἢ παράδοσιν ἔν τινι τρίτῃ χώρᾳ, ἐκτὸς ἐὰν εἰδικὴ γραπτὴ ἄδεια ἐκτελέσεως τῆς τοιαύτης μεταφορᾶς ἔχῃ ληφθῇ παρὰ τῆς ἁρμοδίας ἀρχῆς τοῦ ἑτέρου τῶν ὧδε Συμβαλλομένων.

Ἄρθρον 8.

Ἄδειαι ἐκδοθεῖσαι συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τῆς παρούσης Συμβάσεως δέον νὰ φέρωνται ἐπὶ τοῦ ὀχήματος καὶ ἐπιδεικνύωνται τῇ αἰτήσει εἰς οἱονδήποτε πρόσωπον τὸ ὁποῖον ἔχει δεόντως ἐξουσιοδοτηθῇ ἐν τῇ ἐπικρατείᾳ τοῦ ἑτέρου τῶν ὧδε Συμβαλλομένων νὰ αἰτήσῃ ταύτην.

Ἄρθρον 9.

Ὀχήματα τὰ ὁποῖα εἶναι ἐγγεγραμμένα ἐν τῇ ἐπικρατείᾳ τοῦ ἑνὸς τῶν ὧδε Συμβαλλομένων καὶ προσωρινῶς εἰσήχθησαν εἰς τὴν ἐπικράτειαν τοῦ ἑτέρου τῶν ὧδε Συμβαλλομένων θὰ ἀπαλλάσσωνται ἀπὸ παντὸς φόρου καὶ ἐπιβαρύνσεως ἐπιβαλλομένης διὰ τὴν κυκλοφορίαν ἢ τὴν κατοχὴν τῶν ὀχημάτων ἐν τῇ ἐπικρατείᾳ ταύτῃ. Ἡ ἀπαλλαγὴ αὕτη δὲν θὰ ἰσχύῃ ἐπὶ διοδίων, φόρων ἢ ἐπιβαρύνσεων ἐπὶ τῆς ἀναλώσεως, συμπεριλαμβανομένης τῆς ἀναλώσεως καυσίμων, ἢ φόρων ἢ ἐπιβαρύνσεων ἐπὶ τῆς μεταφορᾶς.

Ἄρθρον 10.

1. Δὲν ἐπιτρέπεται ἡ εἰς τὴν ἐπικράτειαν ἑνὸς Συμβαλλομένου Μέρους, εἰσαγωγὴ καυσίμων ὑπὸ ὀχήματος ἐγγεγραμμένου εἰς τὴν ἐπικράτειαν τοῦ ἄλλου Συμβαλλομένου Μέρους, ἐξαιρουμένης τῆς ποσότητος τῆς περιεχομένης εἰς τὰς συνήθεις δεξαμενὰς τοῦ ὀχήματος, ὡς αὗται ἐγκατεστάθησαν ἀρχικῶς ἐπὶ τοῦ ὀχήματος ὑπὸ τοῦ κατασκευαστοῦ του.

2. Ἀνταλλακτικά, προσωρινῶς εἰσαγόμενα εἰς τὴν ἐπικράτειαν τοῦ ἑτέρου Συμβαλλομένου Μέρους διὰ τὴν ἐπισκευὴν ὀχημάτων ἐκτελούντων μεταφορὰς ἐντὸς τοῦ πεδίου ἐφαρμογῆς τῆς παρούσης Συμφωνίας, ἀπαλλάσσονται τῶν τελωνειακῶν δασμῶν καὶ ὅλων τῶν λοιπῶν φόρων καὶ ἐπιβαρύνσεων εἰσαγωγῆς, ἐπὶ τῇ βάσει τῆς ἐκδόσεως ἐγγράφου προσωρινῆς εἰσαγωγῆς ὑπὸ τῶν τελωνειακῶν ἀρχῶν εἰσόδου.

3. Τὰ μὴ χρησιμοποιηθέντα ἀνταλλακτικὰ θὰ ἐπανεξάγωνται.

4. Τὰ ἀντικαθιστώμενα ἀνταλλακτικὰ θὰ ἐπιστρέφωνται εἰς τὴν χώραν τῆς ἐγγραφῆς τοῦ ὀχήματος ἢ θὰ καταστρέφωνται ὑπὸ τὸν ἔλεγχον τῶν ἁρμοδίων τελωνειακῶν ὑπαλλήλων τοῦ ἑτέρου Συμβαλλομένου Μέρους.

Ἄρθρον 11.

1. Ἐπιφυλασσομένων τῶν διατάξεων τῆς παρούσης Συμβάσεως μεταφορεὺς ἐξουσιοδοτημένος ἐν τῇ ἐπικρατείᾳ τοῦ ἑνὸς τῶν Συμβαλλομένων ὀφείλει, ὁσάκις εὑρίσκεται ἐν τῇ ἐπικρατείᾳ τοῦ ἑτέρου τῶν Συμβαλλομένων, νὰ συμμορφοῦται πρὸς τοὺς ἐν τῇ ἐπικρατείᾳ ταύτῃ ἰσχύοντας νόμους καὶ κανονισμοὺς τοὺς διέποντας τὴν ὁδικὴν μεταφορὰν καὶ τὴν ὁδικὴν κυκλοφορίαν.

2. Ἐν ᾗ περιπτώσει ὁ μεταφορεὺς ἑνὸς τῶν ὧδε Συμβαλλομένων δὲν τηρήσῃ ἢ δὲν συμμορφωθῇ πρὸς τὰς διατάξεις τῆς προηγουμένης παραγράφου, ἡ ἁρμοδία ἀρχὴ τοῦ ἑτέρου τῶν ὧδε Συμβαλλομένων δύναται νὰ ἐνημερώσῃ τὴν ἁρμοδίαν ἀρχὴν τοῦ Συμβαλλομένου Κράτους εἰς ὃ ὁ μεταφορεὺς εἶναι ἐξουσιοδοτημένος καὶ δύναται νὰ αἰτήσῃ παρὰ τῆς ἀρχῆς ταύτης εἴτε :

α) νὰ ἀπευθύνῃ προειδοποίησιν πρὸς τὸν ἐν λόγῳ μεταφορέα.

β) νὰ ἀπευθύνῃ τὴν τοιαύτην προειδοποίησιν ὁμοῦ μετὰ μιᾶς γνωστοποιήσεως ὅτι οἱαδήποτε μεταγενεστέρα παραβίασις θὰ ὡδήγει εἰς τὸν προσωρινὸν ἢ μόνιμον ἀποκλεισμὸν ὀχημάτων τῆς ἰδιοκτησίας ἢ ἐκμεταλλεύσεως τοῦ προσώπου τούτου ἐκ τῆς ἐπικρατείας τοῦ Συμβαλλομένου Κράτους εἰς ὃ ἔλαβε χώραν ἡ παραβίασις, ἢ

γ) νὰ ἐκδώσῃ γνωστοποίησιν περὶ τοῦ τοιούτου ἀποκλεισμοῦ.

3. Ἡ ἁρμοδία ἀρχὴ ἅμα τῇ λήψει οἱασδήποτε τοιαύτης αἰτήσεως ὀφείλει νὰ συμμορφωθῇ πάραυτα καὶ ὑποχρεοῦται τὸ ταχύτερον δυνατὸν νὰ πληροφορήσῃ τὴν ἁρμοδίαν ἀρχὴν τοῦ ἑτέρου τῶν ὧδε Συμβαλλομένων περὶ τῆς ληφθείσης ἐνεργείας.

4. Αἱ διατάξεις τοῦ παρόντος ἄρθρου ἰσχύουν ἀνεξαρτήτως οἱωνδήποτε νομίμων κυρώσεων αἵτινες ἐνδέχεται νὰ ἐπιβληθοῦν ὑπὸ τῶν δικαστηρίων ἢ τῶν ἀρχῶν τοῦ Συμβαλλομένου Κράτους, οὗτινος οἱ νόμοι ἢ κανονισμοὶ δὲν ἐτηρήθησαν.

Ἄρθρον 12.

Ζητήματα, μὴ προβλεπόμενα ὑπὸ τῶν διατάξεων τῆς παρούσης Συμβάσεως ἢ ὑπὸ τῶν διεθνῶν συμβάσεων εἰς τὰς ὁποίας αἱ δύο χῶραι εἶναι Συμβαλλόμενα Μέρη, θὰ ὑπόκεινται εἰς τὴν ἐθνικὴν νομοθεσίαν ἑκάστου τῶν ὧδε Συμβαλλομένων.

Ἄρθρον 13.

1. Αἱ ἁρμόδιοι ἀρχαὶ τῶν ὧδε Συμβαλλομένων θὰ διατηροῦν ἐπαφὴν μεταξὺ των ἀναφορικῶς μὲ οἱαδήποτε ζητήματα ἐγειρόμενα ἐκ τῆς ἐφαρμογῆς τῆς παρούσης Συμβάσεως.

2. Διὰ τὴν ἐφαρμογὴν τῆς προηγουμένης παραγράφου οἱ ὧδε Συμβαλλόμενοι δύνανται νὰ συστήσουν Μικτὴν Ἐπιτροπήν.

3. Μικτὴ Ἐπιτροπὴ θὰ συνεδριάζῃ τῇ αἰτήσει τῆς ἁρμοδίας ἀρχῆς ἑκατέρου τῶν ὧδε συμβαλλομένων.

Ἄρθρον 14.

1. Ἡ παροῦσα σύμβασις θὰ τεθῇ ἐν ἰσχύι μετὰ τριάκοντα ἡμέρας ἀφ' ἧς οἱ ὧδε Συμβαλλόμενοι πληροφορήσουν ἀλλήλους ἐγγράφως ὅτι ἐλήφθησαν τὰ ἀπαραίτητα μέτρα ἵνα τεθῇ ἐν ἰσχύι ἡ Σύμβασις εἰς τὰς ἀντιστοίχους των ἐπικρατείας.

2. Ἡ Σύμβασις θὰ παραμείνῃ ἐν ἰσχύι ἐπὶ χρονικὴν περίοδον ἑνὸς ἔτους ἀφ' ἧς αὕτη τεθῇ ἐν ἰσχύι. Μετὰ ταῦτα θὰ ἐξακολουθήσῃ ἰσχύουσα ,ἐκτὸς ἐὰν αὕτη καταγγελθῇ ὑφ' ἑνὸς τῶν ὧδε Συμβαλλομένων, παρέχοντος εἰς τὸν ἕτερον τῶν Συμβαλλομένων ἔγγραφον σχετικὴν προειδοποίησιν ἓξ μηνῶν.

Ἐφ' ᾧ οἱ ὑπογεγραμμένοι, ὄντες δεόντως πρὸς τοῦτο ἐξουσιοδοτημένοι ὑπὸ τῶν ἀντιστοίχων Κυβερνήσεών των, ὑπέγραψαν τὴν παροῦσαν Σύμβασιν.

Συνετάγη ἐν Ἀθήναις σήμερον τὴν 20ὴν τοῦ μηνὸς Ἰουνίου 1977 εἰς δύο ἀντίγραφα εἰς τὴν Ἀγγλικὴν γλῶσσαν, ἀμφότερα ὄντα ἐξ ἴσου αὐθεντικά.

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας	Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τῆς Δημοκρατίας τῆς Φινλανδίας
Γ. ΒΟΓΙΑΤΖΗΣ	HEIKKI KALHA

Ἄρθρον δεύτερον.

Τὰ διὰ τὴν ἐφαρμογὴν τῆς παρούσης Συμφωνίας συντασσόμενα ὑπὸ τῆς, ὑπὸ τοῦ ἄρθρου 13 παράγρ. 2 αὐτῆς προβλεπομένης Μικτῆς Ἐπιτροπῆς Πρακτικά, ἐγκρίνονται διὰ κοινῆς Πράξεως τῶν ἁρμοδίων Ὑπουργῶν Ἐξωτερικῶν, Οἰκονομικῶν καὶ Συγκοινωνιῶν.

Ἄρθρον τρίτον.

Ἡ ἰσχὺς τοῦ παρόντος ἄρχεται ἀπὸ τῆς δημοσιεύσεώς του διὰ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως.

Ὁ παρὼν νόμος ψηφισθεὶς ὑπὸ τῆς Βουλῆς καὶ παρ' Ἡμῶν σήμερον κυρωθείς, δημοσιευθήτω διὰ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως καὶ ἐκτελεσθήτω ὡς νόμος τοῦ Κράτους.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 18 Δεκεμβρίου 1978

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ Δ. ΤΣΑΤΣΟΣ

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ	ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΩΝ
ΓΕΩΡΓΙΟΣ ΡΑΛΛΗΣ	**ΑΘ. ΚΑΝΕΛΛΟΠΟΥΛΟΣ**

ΣΥΓΚΟΙΝΩΝΙΩΝ

ΑΛΕΞΑΝΔΡΟΣ ΠΑΠΑΔΟΓΓΟΝΑΣ

Ἐθεωρήθη καὶ ἐτέθη ἡ μεγάλη τοῦ Κράτους σφραγίς.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 21 Δεκεμβρίου 1978

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ

ΓΕΩΡΓΙΟΣ ΣΤΑΜΑΤΗΣ

(5)

ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 846

Περὶ κυρώσεως α) Τῆς ἐν Βαρσοβίᾳ τὴν 30ὴν Αὐγούστου 1977 ὑπογραφείσης Συμφωνίας μεταξὺ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας καὶ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας τῆς Πολωνίας ἀφορώσης εἰς τὰς διεθνεῖς ὁδικὰς μεταφορὰς μετὰ τοῦ Πρωτοκόλλου αὐτῆς. β) Τοῦ ἐν Βαρσοβίᾳ τὴν 30ὴν Αὐγούστου 1977 καὶ ἐν ὄψει τῆς ἐκτελέσεως τῆς ὡς ἄνω Συμφωνίας ὑπογραφέντος, μεταξὺ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας καὶ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας τῆς Πολωνίας, Πρωτοκόλλου.

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Ψηφισάμενοι ὁμοφώνως μετὰ τῆς Βουλῆς, ἀπεφασίσαμεν:

Ἄρθρον πρῶτον.

Κυροῦνται καὶ ἔχουν ἰσχὺ νόμου:

α) Ἡ ἐν Βαρσοβίᾳ τὴν 30ὴν Αὐγούστου 1977 ὑπογραφεῖσα Συμφωνία, μεταξὺ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας καὶ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας τῆς Πολωνίας ἀφορῶσα εἰς τὰς διεθνεῖς ὁδικὰς μεταφορὰς μετὰ τοῦ Πρωτοκόλλου αὐτῆς καὶ

β) τὸ ἐν Βαρσοβίᾳ τὴν 30ὴν Αὐγούστου 1977 ἐν ὄψει τῆς ἐκτελέσεως τῆς ὡς ἄνω Συμφωνίας ὑπογραφὲν Πρωτόκολλον, τῶν ὁποίων τὰ κείμενα ἐν πρωτοτύπῳ εἰς τὴν Γαλλικὴν γλῶσσαν καὶ ἐν μεταφράσει εἰς τὴν Ἑλληνικὴν ἔχουν ὡς ἕπονται:

ACCORD

entre le Gouvernement de la République Hellénique et le Gouvernement de la République Populaire de Pologne, relatif aux transports routiers internationaux.

Le Gouvernement de la République Hellénique et le Gouvernement de la République Populaire de Pologne, dénommés ci-après «les Parties Contractantes»,

désireux de contribuer au développement des transports routiers de voyageurs et de marchandises entre les deux Etats ainsi qu' en transit à travers leurs territoires,

sont convenus de ce qui suit :

Article 1

Les dispositions du présent Accord s' appliquent aux transports de personnes et de marchandises en provenance ou à destination du territoire de l' une des Parties Contractantes ou en transit à travers ce territoire effectués au moyen de véhicules immatriculés dans le territoire de l' autre Partie Contractante.

Article 2

1. Le terme «transporteur» désigne une personne physique ou morale, qui, soit en République Hellénique, soit en République Populaire de Pologne a le droit d' effectuer des transports par route conformément aux dispositions législatives en vigueur dans son pays.

2. Le terme «véhicule» désigne un véhicule routier a propulsion mécanique, ainsi que le cas échéant, sa remorque ou semi-remorque, qui sont affectés au transport :

a) de plus de 8 personnes assises. non compris le conducteur,

b) de marchandises.

Article 3

1. Les transports réguliers de voyageurs par autocars entre les deux pays ainsi qu' en transit à travers leurs territoires ne peuvent être effectués que sous le couvert d' une autorisation préalable.

2. L' autorité compétente de chaque Partie Contractante délivre les autorisations pour une partie de transport effectués sur son territoire.

3. Les autorités compétentes des Parties Contractantes fixent d' un commun accord la procédure de la dévivrance des autorisations.

Article 4

Les transports de voyageurs par autocars autres que services réguliers ne sont pas soumis à l' autorisation des autorités compétentes de l' autre Partie Contractante.

Article 5

1. Les transporteurs de chaque Partie Contractante ont le droit de transporter des marchandises ou de circuler avec un véhicule vide, soit pour aller prendre en charge, soit après avoir déposé des marchandises :

a) entre n' importe quel lieu du territoire d' une Partie Contractante et n' importe quel lieu de l' autre Partie Contractante,

b) en transit par le territoire de l' autre Partie Contractante.

2. Les transporteurs d' une Partie Contractante ont le droit de charger du fret de retour sur le territoire de l' autre Partie Contractante et destiné au territoire de la premiére Partie Contractante.

Article 6

Sous réserve des dispositions des articles 7 et 8, les transports de marchandises, visés à l' article 5 ne sont pas soumis au régime de l' autorisation.

Article 7

1. Chaque Partie Contractante se réserve le droit d' exiger sur son territoire des autorisations spéciales pour effectuer des transports au moyen de véhicules routiers dont les poids et dimensions, avec ou sans chargement, excèdent les poids et dimensions maxima autorisés sur le dit territoire.

2. Chaque Partie Contractante se réserve également le droit d' exiger des autorisations spéciales pour les transports de marchandises dangereuses.

Article 8

1. Les transporteurs d' une Partie Contractante ne peuvent pas effectuer des transports de voyageurs ou de marchandises entre deux lieux situés sur le territoire de l' autre Partie Contractante sauf ceux spécialement autorisés par l' autorité compétente de l' autre Partie Contractante.

2. Les transporteurs d' une Partie Contractante ne peuvent pas effectuer des transports de marchandises d' un lieu situé dans le territoire de l' autre Partie Contractante vers un pays tiers et viveversa, que sous le couvert d' une autorisation spéciale délivrée par l' autorité compétente de l' autre Partie Contractante.

Article 9

Les autorisations exigées conformément au présent Accord doivent accompagner le véhicule routier de chaque Partie Contractante effectuant les transports sur le territoire de l' autre Partie Contractante et doivent être présentées à la demande des organes compétents de celle-ci.

Article 10

Les questions relatives aux impôts et taxes sur les véhicules routiers et en rapport avec l' exécution des transports sont réglées par le protocole concernant ces impôts et taxes, signé en même temps que le présent Accord.

Article 11

Les permis de conduire délivrés par l' autorité compétente d' une Partie Contractante et valables sur son territoire seront reconnus valables sur le territoire de l' autre Partie Contractante.

Article 12

Les combustibles et carburants contenus dans les réservoires normaux des véhicules sont exonérés des droits et taxes de douanes.

Article 13

Les transporteurs d' une Partie Contractante et le personnel des véhicules effectuant les transports sur le territoire de l' autre Partie Contractante sont tenus de respecter les dispositions législatives et réglementaires, en particulier les prescriptions concernant les transports et la circulation routière, en vigueur sur le territoire de celle-ci.

Article 14

Les décomptes et les paiements résultant de l' exécution du présent Accord seront-effectués conformément aux accord de paiement en vigueur entre les Parties Contractantes.

Article 15

Les autorités compétentes des Parties Contractantes s' accorderont sur les modalités d' application du présent Accord par un protocole relatif à son exécution, établi en même temps que cet Accord.

Article 16

Les autorités compétentes des Parties Contractantes institueront une Commission Mixte en vue d' assurer l' exécution du présent Accord.

La Commission Mixte se réunit à la demande des autorités compétentes de l' une des Parties Contractantes, alternativement sur le territoire de chacune des Parties Contractantes.

Article 17

Le présent Accord est accepté conformément aux dispositions législatives de chacune des Parties Contractantes et entre en vigueur le jour de l' échange des notes constatant cette acceptation.

Article 18

Le présent Accord est conclu pour une durée de trois ans et sera prorogé tacitement d' année en année sauf dénonciation par notification de la part d' une Partie Contractante trois mois avant l' expiration de l' année civile en cours.

Fait à Varsovie, le 30 août 1977, en double exemplaire, en langue française.

Pour le Gouvernement de la République Hellénique	Pour le Gouvernement de la République Populaire de Pologne
(ὑπογραφή)	(ὑπογραφή)

PROTOCOLE

concernant les impôts et taxes, établi en exécution de l' article dix (10) de l' Accord entre le Gouvernement de la République Hellénique et le Gouvermenent de la République Populaire de Pologne relatif aux transports routiers internationaux signé le 30 août 1977.

En exécution de l' article 10 de l' Accord les deux Parties Contractantes sont convenues de ce qui suit :

Les véhicules routiers immatriculés dans le territoire d' une Partie Contractante sont exonérés des impôts et taxes qui frappent la circulation ou la détention des véhicules dans le territoire de l' autre Partie Contra ctante.

Les véhicules routiers immatriculés dans le territoire d' une Partie Contractante sont exonéres des impôts et taxes relatifs à l' exécution de transports dans le territoire de l' autre Partie Contractante.

Les exonérations sus mentionnées ne s' appliquent pas aux droits de péage.

Le présent Protocole est conclu pour une durée de trois ans et sera prorogé tacitement d' année en année sauf dénonciation par notification de la part d' une Partie Contractante trois mois avant l' exprira-tion de l' année civile en cours.

Fait à Varsovie, le 30 août 1977, en double exemplaire, en langue française.

Pour le Gouvernement de la République Hellénique	Pour le Gouvernement de la République Populaire de Pologne
(ὑπογραφὴ)	(ὑπογραφὴ)

PROTOCOLE

établi en vue de l' exécution de l' Accord entre le Gouvernement de la République Hellénique et le Gouverne mentde la République Populaire de Pologne, relatif aux transports routiers internationaux.

En vue de l' exécution de cet Accord, il est convenu ce qui suit :

Véhicules couplés

Les dispositions de l' Accord ne sont applicables aux véhicules couplés que dans la mesure où le véhicule tracteur est immatriculé dans l' une des Parties Contractantes.

1. La demande d' autorisation pour les transports réguliers de voyageurs doit être adressée par le transporteur intéressé à l' autorité compétente de son pays. En cas d' approbation, cette autorité transmet la dite demande à l' autorité compétente de l' autre Partie Contractante au moins trois mois avant la date prévue de la mise en exploitation du service.

2. La demande d' autorisation doit comporter les renseignements relatifs au projet d' horaire, au tarif, à l' itinéraire, à la période envisagée de l' exploitation de la ligne au cours d' une année et à la date prévue de la mise en exploitation de la ligne. Les autorités compétentes peuvent demander d' autres indications qu' elles jugent utilles.

Autorisations spéciales pour les transports de marchandises

1. Le nombre annuel d' autorisations mentionnées à l' Article 8 al. 2 de l' Accord est fixé à 100 autorisations pour les transporteurs de chaque pays.

S' il s' avère nécessaire ce chiffre pourra être augmenté par entente mutuelle des autorités compétentes.

2. Les autorisations sus mentionnées ainsi que celles prévues à l' Article 7 et 8 de l' Accord sont délivrées ou transmises du côté polonais au nom des autorités compétentes par l' Association des Transporteurs Routiers Internationaux en Pologne (ZMPD) et du côté hellénique par le Ministère des Communications.

Les autorités compétentes

Aux fins des dispositions de l' Accord et du présent Protocole les autorités compétentes sont :

du côté hellénique : Le Ministère des Communications,

du côté polonais : Le Ministère des Communications.

Fait à Varsovie, le 30 août 1977, en double exemplaire, en langue française.

Pour le Ministère des Communications de la République Hellénique	Pour le Ministère des Communications de la République Populaire de Pologne.
(ὑπογραφὴ)	(ὑπογραφὴ)

ΣΥΜΦΩΝΙΑ

Μεταξὺ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας καὶ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας τῆς Πολωνίας, σχετικὴ μὲ τὰς διεθνεῖς ὁδικὰς μεταφοράς.

Ἡ Κυβέρνησις τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας καὶ ἡ Κυβέρνησις τῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας τῆς Πολωνίας, καλούμεναι ἐν τοῖς ἑπομένοις «Συμβαλλόμενα Μέρη»,

Ἐπιθυμοῦσαι νὰ συμβάλουν εἰς τὴν ἀνάπτυξιν τῶν ὁδικῶν μεταφορῶν ταξιδιωτῶν καὶ ἐμπορευμάτων μεταξὺ τῶν δύο Κρατῶν, ὡς ἐπίσης καὶ τῶν μεταφορῶν τράνζιτ διὰ μέσου τῶν ἐπ κρατειῶν των, συνεφώνησαν τὰ κάτωθι :

Αρθρον 1.

Αἱ διατάξεις τῆς παρούσης Συμφωνίας ἐφαρμόζονται εἰς τὰς μεταφορὰς προσώπων καὶ ἐμπορευμάτων τὰς διε εργουμένας πρὸς ἢ ἀπὸ τὴν ἐπικράτειαν τοῦ ἑνὸς τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν ἢ ὑπὸ διαμετακόμισιν μέσῳ τῆς ἐπικρατείας αὐτοῦ αἱ ὁποῖαι πραγματοποιοῦνται μὲ ὀχήματα ἐγγεγραμμένα εἰς τὴν ἐπικράτειαν τοῦ ἄλλου Συμβαλλομένου Μέρους.

Ἄρθρον 2.

1. Ὁ ὅρος «μεταφορεύς» σημαίνει ἕν φυσικὸν ἢ νομικὸν πρόσωπον τὸ ὁποῖον, εἴτε εἰς τὴν Ἑλληνικὴν Δημοκρατίαν, εἴτε εἰς τὴν Λαϊκὴν Δημοκρατίαν τῆς Πολωνίας, ἔχει τὸ δικαίωμα νὰ πραγματοποιῇ ὁδικὰς μεταφορὰς συμφώνως πρὸς τὰς ἰσχυούσας νομικὰς διατάξεις τῆς χώρας του.

2. Ὁ ὅρος «ὄχημα» σημαίνει ἓν ὁδικὸν ὄχημα μὲ μηχανικὴν προώθησιν, ὅπως ἐπίσης καὶ τυχούσης περιπτώσεως, τὸ ρυμουλκούμενο ἢ ἡμιρυμουλκούμενό του, τὰ ὁποῖα προορίζονται διὰ τὴν μεταφοράν :

α) Πλέον τῶν 8 ἀτόμων καθημένων, μὴ συμπεριλαμβανομένου τοῦ ὁδηγοῦ,

β) Ἐμπορευμάτων.

Ἄρθρον 3.

1. Αἱ τακτικαὶ μεταφοραὶ ταξιδιωτῶν μὲ πούλμαν μεταξὺ τῶν δύο χωρῶν, ὡς ἐπίσης καὶ τράνζιτο μέσῳ τῶν ἐπικρατειῶν των, δὲν δύνανται νὰ πραγματοποιοῦνται παρὰ μόνον ὑπὸ τὴν κάλυψιν μιᾶς προγενεστέρας ἀδείας.

2. Ἡ ἁρμοδία ἀρχὴ ἑκάστου Συμβαλλομένου Μέρους χορηγεῖ τὰς ἀδείας διὰ ἕνα τμῆμα μεταφορῶν αἱ ὁποῖοι πραγματοποιοῦνται ἐπὶ τῆς ἐπικρατείας της.

3. Αἱ ἁρμόδιοι ἀρχαὶ τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν καθορίζουν διὰ μιᾶς κοινῆς συμφωνίας τὴν διαδικασίαν χορηγήσεως τῶν ἀδειῶν.

Ἄρθρον 4.

Αἱ μεταφοραὶ τῶν ταξιδιωτῶν μὲ πούλμαν, ἐκτὸς ἀπὸ τὰς τακτικὰς ἐξυπηρετήσεις δὲν ὑπόκεινται εἰς ἄδειαν τῶν ἁρμοδίων ἀρχῶν τοῦ ἄλλου Συμβαλλομένου Μέρους.

Ἄρθρον 5.

1. Οἱ μεταφορεῖς ἑκάστου Συμβαλλομένου Μέρους ἔχουν τὸ δικαίωμα νὰ μεταφέρουν ἐμπορεύματα ἢ νὰ κυκλοφοροῦν μὲ ἓν κενὸν ὄχημα, εἴτε διὰ νὰ μεταβοῦν νὰ παραλάβουν φορτίον, εἴτε ἀφοῦ θὰ ἔχουν ἐκφορτώσει τὰ ἐμπορεύματα καὶ ἐπιστρέφουν:

α) Μεταξὺ οἱουδήποτε μέρους τῆς ἐπικρατείας τοῦ ἑνὸς Συμβαλλομένου Μέρους καὶ οἱουδήποτε μέρους τοῦ ἄλλου Συμβαλλομένου Μέρους,

β) τράνζιτο διὰ τῆς ἐπικρατείας τοῦ ἄλλου Συμβαλλομένου Μέρους:

2. Οἱ μεταφορεῖς τοῦ ἑνὸς Συμβαλλομένου Μέρους ἔχουν τὸ δικαίωμα νὰ παραλαμβάνουν φορτίον κατὰ τὴν ἐπιστροφήν, ἐπὶ τῆς ἐπικρατείας τοῦ ἄλλου Συμβαλλομένου Μέρους, προοριζόμενον διὰ τὴν ἐπικράτειαν τοῦ πρώτου Συμβαλλομένου Μέρους.

Ἄρθρον 6.

Ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῶν διατάξεων τῶν ἄρθρων 7 καὶ 8, αἱ μεταφοραὶ ἐμπορευμάτων, αἱ ὁποῖαι ἀναφέρονται εἰς τὸ ἄρθρον 5 δὲν ὑπόκεινται εἰς τὸν κανονισμὸν ἀδείας.

Ἄρθρον 7.

1. Ἕκαστον Συμβαλλόμενον Μέρος ἐπιφυλάσσει τὸ δικαίωμα νὰ ἀπαιτῇ ἐπὶ τῆς ἐπικρατείας του εἰδικὰς ἀδείας διὰ νὰ πραγματοποιηθοῦν μεταφοραὶ δι' ὁδικῶν μεταφορικῶν ὀχημάτων τῶν ὁποίων τὰ βάρη καὶ αἱ διαστάσεις μετὰ ἢ ἄνευ φορτίου, ὑπερβαίνουν τὰ μέγιστα ἐπιτρεπόμενα ὅρια βαρῶν καὶ διαστάσεων εἰς τὴν ἐν λόγῳ ἐπικράτειαν.

2. Ἕκαστον Συμβαλλόμενον Μέρος ἐπιφυλάσσει ἐπίσης τὸ δικαίωμα νὰ ἀπαιτῇ εἰδικὰς ἀδείας διὰ τὰς μεταφορὰς ἐπικινδύνων ἐμπορευμάτων.

Ἄρθρον 8.

1. Οἱ μεταφορεῖς τοῦ ἑνὸς Συμβαλλομένου Μέρους δὲν δύνανται νὰ πραγματοποιοῦν μεταφορὰς ταξιδιωτῶν ἢ ἐμπορευμάτων μεταξὺ δύο τοποθεσιῶν αἱ ὁποῖαι εὑρίσκονται ἐπὶ τῆς ἐπικρατείας τοῦ ἄλλου Συμβαλλομένου Μέρους, ἐκτὸς ἐὰν εἶναι ἐφωδιασμένοι δι' εἰδικῆς ἀδείας χορηγηθείσης ὑπὸ τῆς ἁρμοδίας ἀρχῆς τοῦ ἄλλου συμβαλλομένου Μέρους.

2. Οἱ μεταφορεῖς τοῦ ἑνὸς Συμβαλλομένου Μέρους δὲν δύνανται νὰ πραγματοποιοῦν μεταφορὰς ἐμπορευμάτων ἐξ ἑνὸς τόπου κειμένου ἐντὸς τῆς ἐπικρατείας τοῦ ἄλλου Συμβαλλομένου Μέρους πρὸς μίαν τρίτην χώραν καὶ τἀνάπαλιν, παρὰ μόνον ὑπὸ τὴν κάλυψιν μιᾶς εἰδικῆς ἀδείας χορηγουμένης ὑπὸ τῆς ἁρμοδίας ἀρχῆς τοῦ ἄλλου Συμβαλλομένου Μέρους.

Ἄρθρον 9.

Αἱ ἀπαιτούμεναι ἄδειαι συμφώνως πρὸς τὴν παροῦσαν Συμφωνίαν πρέπει νὰ συνοδεύουν τὸ ὁδικὸν ὄχημα ἑκάστου Συμβαλλομένου Μέρους, τὸ ὁποῖον πραγματοποιεῖ μεταφορὰς ἐπὶ τῆς ἐπικρατείας τοῦ ἄλλου Συμβαλλομένου Μέρους καὶ δέον ὅπως παρουσιάζωνται ὅταν ζητοῦνται ὑπὸ τῶν ἁρμοδίων ὀργάνων αὐτοῦ.

Ἄρθρον 10.

Τὰ θέματα τὰ σχετικὰ μὲ τοὺς φόρους καὶ τὰ τέλη τῶν ὁδικῶν ὀχημάτων καὶ ἐν σχέσει μὲ τὴν ἐκτέλεσιν τῶν μεταφορῶν, ρυθμίζονται μὲ τὸ πρωτόκολλον τὸ ὁποῖον ἀφορᾷ εἰς αὐτοὺς τοὺς φόρους καὶ τὰ τέλη, τὸ ὑπογραφὲν ταυτοχρόνως μὲ τὴν παροῦσαν συμφωνίαν.

Ἄρθρον 11.

Αἱ ἄδειαι ὁδηγήσεως αἱ ὁποῖαι χορηγοῦνται ὑπὸ τῆς ἁρμοδίας ἀρχῆς τοῦ ἑνὸς τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν καὶ αἱ ὁποῖαι εἶναι ἔγκυροι ἐπὶ τῆς ἐπικρατείας του, θὰ ἀναγνωρίζωνται ὡς ἔγκυροι καὶ ἐπὶ τῆς ἐπικρατείας τοῦ ἄλλου Συμβαλλομένου Μέρους.

Ἄρθρον 12.

Τὰ καύσιμα τὰ ὁποῖα περιέχονται εἰς τὰς κανονικὰς δεξαμενὰς τῶν ὀχημάτων, ἀπαλλάσσονται τῶν τελωνειακῶν δασμῶν καὶ φόρων.

Ἄρθρον 13.

Οἱ μεταφορεῖς τοῦ ἑνὸς Συμβαλλομένου Μέρους καὶ τὸ προσωπικὸν τῶν ὀχημάτων οἱ ὁποῖοι πραγματοποιοῦν μεταφορὰς ἐπὶ τῆς ἐπικρατείας τοῦ ἄλλου Συμβαλλομένου Μέρους, ὑποχρεοῦνται νὰ σέβωνται τὰς νομικὰς διατάξεις καὶ κανονισμούς, ἰδιαιτέρως δὲ τὰς διατάξεις αἱ ὁποῖαι ἀφοροῦν εἰς τὰς μεταφορὰς καὶ εἰς τὴν ὁδικὴν κυκλοφορίαν, αἱ ὁποῖαι ἰσχύουν εἰς τὴν ἐπικράτειαν αὐτοῦ.

Ἄρθρον 14.

Αἱ ἐκκαθαρίσεις καὶ αἱ πληρωμαὶ αἱ ὁποῖαι ἀπορρέουν ἐκ τῆς ἐφαρμογῆς τῆς παρούσης Συμφωνίας θὰ πραγματοποιοῦνται συμφώνως πρὸς τὰς συμφωνίας πληρωμῆς αἱ ὁποῖαι ἰσχύουν μεταξὺ τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν.

Ἄρθρον 15.

Αἱ ἁρμόδιοι ἀρχαὶ τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν θὰ συμφωνήσουν ἐπὶ τῶν διαδικασιῶν ἐφαρμογῆς τῆς παρούσης Συμφωνίας δι' ἑνὸς πρωτοκόλλου σχετικοῦ μὲ τὴν ἐκτέλεσίν της, τὸ ὁποῖον κατηρτίσθη ταυτοχρόνως μὲ τὴν παροῦσαν Συμφωνίαν.

Ἄρθρον 16.

Αἱ ἁρμόδιοι ἀρχαὶ τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν θὰ συστήσουν μίαν Μικτὴν Ἐπιτροπὴν ἡ ὁποία θὰ ἐξασφαλίσῃ τὴν ἐκτέλεσιν τῆς παρούσης Συμφωνίας.

Ἡ Μικτὴ Ἐπιτροπὴ συνέρχεται τῇ αἰτήσει τῶν ἁρμοδίων ἀρχῶν τοῦ ἑνὸς τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν, ἐναλλὰξ ἐπὶ τῆς ἐπικρατείας ἑνὸς ἑκάστου τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν.

Ἄρθρον 17.

Ἡ παροῦσα Συμφωνία ἔγινεν ἀποδεκτὴ συμφώνως πρὸς τὰς νομικὰς διατάξεις ἑνὸς ἑκάστου τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν καὶ τίθεται ἐν ἰσχύϊ τὴν ἡμέραν τῆς ἀνταλλαγῆς τῶν διακοινώσεων ἐκ τῶν ὁποίων θὰ διαπιστοῦται αὐτὴ ἡ ἀποδοχή.

Ἄρθρον 18.

Ἡ παροῦσα Συμφωνία συνήφθη διὰ μίαν περίοδον τριῶν ἐτῶν καὶ θὰ παρατείνεται σιωπηρῶς ἀπὸ ἔτους εἰς ἔτος ἐκτὸς ἐὰν καταγγελθῇ διὰ κοινοποιήσεως ἐκ μέρους τοῦ ἑνὸς τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν τρεῖς μῆνας πρὸ τῆς λήξεως τοῦ τρέχοντος πολιτικοῦ ἔτους.

Ἐγένετο ἐν Βαρσοβίᾳ, τὴν 30ήν Αὐγούστου 1977, εἰς διπλοῦν, εἰς τὴν Γαλλικὴν γλῶσσαν.

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας

(Ὑπογραφή)

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας τῆς Πολωνίας

(Ὑπογραφή)

ΠΡΩΤΟΚΟΛΛΟΝ

Εἰς ὅ,τι ἀφορᾷ τοὺς φόρους καὶ τὰ τέλη, τὸ ὁποῖον συνετάγη διὰ τὴν ἐκτέλεσιν τοῦ ἄρθρου (10) τῆς Συμφωνίας μεταξὺ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας καὶ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας τῆς Πολωνίας, σχετικὸν μὲ τὰς δ εθνεῖς ὁδικὰς μεταφορὰς τὸ ὁποῖον ὑπεγράφη τὴν 30ήν Αὐγούστου 1977.

Εἰς ἐκτέλεσιν τοῦ ἄρθρου 10 τῆς Συμφωνίας τὰ δύο Συμβαλλόμενα Μέρη συνεφώνησαν τὰ κάτωθι:

Τὰ ὁδικὰ ὀχήματα τὰ ἐγγεγραμμένα εἰς τὴν ἐπικράτειαν τοῦ ἑνὸς Συμβαλλομένου Μέρους, ἀπαλλάσσονται τῶν φόρων καὶ τῶν τελῶν τῶν ἐπιβαλλομένων διὰ τὴν κυκλοφορίαν ἢ τὴν κατοχὴν τῶν ὀχημάτων εἰς τὴν ἐπικράτειαν τοῦ ἄλλου Συμβαλλομένου Μέρους.

Τὰ ὁδικὰ ὀχήματα τὰ ἐγγεγραμμένα εἰς τὴν ἐπικράτειαν ἑνὸς Συμβαλλομένου Μέρους, ἀπαλλάσσονται τῶν φόρων καὶ τελῶν τῶν σχετικῶν μὲ τὴν ἐκτέλεσιν μεταφορῶν εἰς τὴν ἐπικράτειαν τοῦ ἄλλου Συμβαλλομένου Μέρους.

Αἱ προαναφερόμεναι ἀπαλλαγαὶ δὲν ἐφαρμόζονται εἰς τὰ δικαιώματα τῶν διοδίων.

Τὸ παρὸν Πρωτόκολλον συνήφθη διὰ μίαν περίοδον τριῶν ἐτῶν καὶ θὰ παρατείνεται σιωπηρῶς ἀπὸ ἔτους εἰς ἔτος ἐκτὸς ἐὰν καταγγελθῇ διὰ κοινοποιήσεως ἐκ μέρους τοῦ ἑνὸς τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν τρεῖς μῆνας πρὸ τῆς λήξεως τοῦ τρέχοντος πολιτικοῦ ἔτους.

Ἐγένετο ἐν Βαρσοβίᾳ, τὴν 30ήν Αὐγούστου 1977, εἰς διπλοῦν, εἰς τὴν Γαλλικὴν γλῶσσαν.

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας	Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας τῆς Πολωνίας
(Ὑπογραφή)	(Ὑπογραφή)

ΠΡΩΤΟΚΟΛΛΟΝ

τὸ ὁποῖον συνετάγη διὰ τὴν ἐκτέλεσιν τῆς Συμφωνίας μεταξὺ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας καὶ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας τῆς Πολωνίας, σχετικὸν μὲ τὰς διεθνεῖς ὁδικὰς μεταφοράς.

Ἐν ὄψει ἐκτελέσεως αὐτῆς τῆς Συμφωνίας, συνεφωνήθησαν τὰ κάτωθι:

Συζευγμένα ὀχήματα.

Αἱ διατάξεις τῆς Συμφωνίας δὲν ἐφαρμόζονται εἰς τὰ συζευγμένα ὀχήματα παρὰ μόνον εἰς τὴν περίπτωσιν κατὰ τὴν ὁποίαν τὸ ρυμουλκὸν ὄχημα εἶναι ἐγγεγραμμένον εἰς ἓν ἐκ τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν.

Μεταφοραὶ ταξιδιωτῶν.

1. Ἡ αἴτησις ἀδείας διὰ τὰς τακτικὰς μεταφορὰς τῶν ταξιδιωτῶν δέον ὅπως ἀπευθύνεται ὑπὸ τοῦ ἐνδιαφερομένου μεταφορέως εἰς τὴν ἁρμοδίαν ἀρχὴν τῆς χώρας του. Εἰς περίπτωσιν ἐγκρίσεως, ἡ ἀρχὴ αὕτη διαβιβάζει τὴν ἐν λόγῳ αἴτησιν εἰς τὴν ἁρμοδίαν ἀρχὴν τοῦ ἄλλου Συμβαλλομένου Μέρους τοὐλάχιστον τρεῖς μῆνας πρὸ τῆς προβλεπομένης ἡμερομηνίας ἐνάρξεως ἐκμεταλλεύσεως τῆς γραμμῆς.

2. Ἡ αἴτησις ἀδείας δέον ὅπως περιλαμβάνῃ πληροφορίας σχετικὰς μὲ τὸ πρόγραμμα ὡραρίου, τὸ τιμολόγιον, τὸ δρομολόγιον, τὴν περίοδον τὴν προβλεπομένην διὰ τὴν ἔναρξιν ἐκμεταλλεύσεως τῆς γραμμῆς. Αἱ ἁρμόδιαι ἀρχαὶ δύνανται νὰ ζητοῦν καὶ ἄλλας ἐνδείξεις τὰς ὁποίας κρίνουν χρησίμους.

Εἰδικαὶ ἄδειαι διὰ τὴν μεταφορὰν ἐμπορευμάτων.

1. Ὁ ἐτήσιος ἀριθμὸς ἀδειῶν αἱ ὁποῖαι ἀναφέρονται εἰς τὸ ἄρθρον 8 παρ. 2 τῆς Συμφωνίας καθορίζεται εἰς 100 ἀδείας διὰ τοὺς μεταφορεῖς ἑκάστης χώρας.

Ἐὰν τοῦτο κριθῇ ἀναγκαῖον, ὁ ἀριθμὸς αὐτὸς θὰ δύναται νὰ αὐξάνεται διὰ ἀμοιβαίας συνεννοήσεως τῶν ἁρμοδίων ἀρχῶν.

2. Αἱ προαναφερθεῖσαι ἄδειαι, ὡς καὶ ἐκεῖναι αἱ προβλεπόμεναι εἰς τὰ ἄρθρα 7 καὶ 8 τῆς Συμφωνίας χορηγοῦνται ἢ διαβιβάζονται ἀπὸ πολωνικῆς πλευρᾶς, εἰς τὸ ὄνομα τῶν ἁρμοδίων ἀρχῶν ὑπὸ τῆς Ἑνώσεως Διεθνῶν Μεταφορέων εἰς Πολωνίαν (ZMPD) καὶ ἀπὸ ἑλληνικῆς πλευρᾶς ὑπὸ τοῦ Ὑπουργείου Συγκοινωνιῶν.

Αἱ ἁρμόδιοι ἀρχαί.

Κατὰ τὰς διατάξεις τῆς Συμφωνίας καὶ τοῦ παρόντος Πρωτοκόλλου αἱ ἁρμόδιοι ἀρχαὶ εἶναι:
ἀπὸ ἑλληνικῆς πλευρᾶς: τὸ Ὑπουργεῖον Συγκοινωνιῶν,
ἀπὸ πολωνικῆς πλευρᾶς: τὸ Ὑπουργεῖον Συγκοινωνιῶν

Ἐγένετο ἐν Βαρσοβίᾳ, τὴν 30ήν Αὐγούστου 1977, εἰς διπλοῦν εἰς τὴν γαλλικὴν γλῶσσαν.

Διὰ τὸ Ὑπουργεῖον Συγκοινωνιῶν τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας	Διὰ τὸ Ὑπουργεῖον Συγκοινωνιῶν τῆς Λαικῆς Δημοκρατίας τῆς Πολωνίας
(ὑπογραφή)	(ὑπογραφή)

Ἄρθρον δεύτερον.

Τὰ διὰ τὴν ἐφαρμογὴν τῆς παρούσης Συμφωνίας συντασσόμενα ὑπὸ τῆς, ὑπὸ τοῦ ἄρθρου 16 αὐτῆς προβλεπομένης Μικτῆς Ἐπιτροπῆς Πρακτικά, Πρωτόκολλα, ἐγκρίνονται διὰ κοινῆς Πράξεως τῶν ἁρμοδίων Ὑπουργῶν Ἐξωτερικῶν, Οἰκονομικῶν καὶ Συγκοινωνιῶν.

Ἄρθρον τρίτον.

Ἡ ἰσχὺς τοῦ παρόντος ἄρχεται ἀπὸ τῆς δημοσιεύσεώς του διὰ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως.

Ὁ παρὼν νόμος ψηφισθεὶς ὑπὸ τῆς Βουλῆς καὶ παρ' Ἡμῶν σήμερον κυρωθείς, δημοσιευθήτω διὰ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως καὶ ἐκτελεσθήτω ὡς νόμος τοῦ Κράτους.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 13 Δεκεμβρίου 1978

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ
ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ Δ. ΤΣΑΤΣΟΣ

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ	ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΩΝ
ΓΕΩΡΓΙΟΣ ΡΑΛΛΗΣ	**ΑΘ. ΚΑΝΕΛΛΟΠΟΥΛΟΣ**

ΣΥΓΚΟΙΝΩΝΙΩΝ
ΑΛΕΞΑΝΔΡΟΣ ΠΑΠΑΔΟΓΓΟΝΑΣ

Ἐθεωρήθη καὶ ἐτέθη ἡ μεγάλη τοῦ Κράτους σφραγίς.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 21 Δεκεμβρίου 1978

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ
ΓΕΩΡΓΙΟΣ ΣΤΑΜΑΤΗΣ

Η ΓΕΝΙΚΗ ΔΙΕΥΘΥΝΣΗ ΤΟΥ ΕΘΝΙΚΟΥ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟΥ

ΓΝΩΣΤΟΠΟΙΕΙ ΟΤΙ:

Ἡ ἐτήσια συνδρομὴ τῆς Ἐφημερίδας τῆς Κυβερνήσεως, ἡ τιμὴ τῶν φύλλων της ποὺ πουλιοῦνται τμηματικὰ καὶ τὰ τέλη δημοσιεύσεων στὴν Ἐφημερίδα τῆς Κυβερνήσεως, καθορίσθηκαν ἀπὸ 1 Ἰανουαρίου 1974 ὡς ἀκολούθως:

Α' ΕΤΗΣΙΕΣ ΣΥΝΔΡΟΜΕΣ

1. Γιὰ τὸ Τεῦχος Α'	Δραχ.	600
2. » » » Β'	»	700
3. » » » Γ'	»	500
4. » » » Δ'	»	1.000
5. » » » Νομικῶν Προσώπων Δ.Δ. κτλ	»	500
6. » » » Παράρτημα	»	300
7. » » » Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν κτλ....	»	3.000
8 » » Δελτίο Ἐμπορικῆς καὶ Βιομηχανικῆς Ἰδιοκτησίας	»	200
9. Γιὰ ὅλα τὰ τεύχη καὶ τὸ Δ.Ε.Β.Ι.	»	6.000

Οἱ Δῆμοι καὶ οἱ Κοινότητες τοῦ Κράτους καταβάλλουν τὸ 1/2 τῶν ἀνωτέρω συνδρομῶν.

Ὑπὲρ τοῦ Ταμείου Ἀλληλοβοηθείας Προσωπικοῦ τοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου (ΤΑΠΕΤ) ἀναλογοῦν τὰ ἑξῆς ποσά:

1. Γιὰ τὸ Τεῦχος Α'	Δραχ.	30
2. » » » Β'	»	35
3. » » » Γ'	»	25
4. » » » Δ'		50
5. » » » Νομικῶν Προσώπων Δημοσίου Δικαίου κτλ	»	25
6. » » » Παράρτημα		15
7. » » » Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν κτλ. .		150
8. » » Δελτίο Ἐμπ. καὶ Βιομ. Ἰδιοκτησίας ..	»	10
9. Γιὰ ὅλα τὰ τεύχη	»	300

Β'. ΤΙΜΗ ΦΥΛΛΩΝ

Ἡ τιμὴ πωλήσεως κάθε φύλλου, μέχρις 8 σελ., εἶναι 3 δρχ., ἀπὸ 9 ὡς 40 σελ. 8 δρχ., ἀπὸ 41 ὡς 80 σελ. 15 δρχ., ἀπὸ 81 σελ. καὶ ἄνω ἡ τιμὴ πωλήσεως κάθε φύλλου προσαυξάνεται κατὰ 15 δρχ. ἀνὰ 80 σελίδες.

Γ'. ΤΕΛΗ ΔΗΜΟΣΙΕΥΣΕΩΝ

Ι. Στὸ Τεῦχος Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν καὶ Ἑταιρειῶν Περιωρισμένης Εὐθύνης:

Α Δημοσιεύματα Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν:

1. Τῶν δικαστικῶν πράξεων	Δραχ.	400
2. Τῶν καταστατικῶν Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν...	»	10.000
3 Τῶν τροποποιήσεων τῶν καταστατικῶν τῶν Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν	»	2.000
4 Τῶν ἀνακοινώσεων καὶ προσκλήσεων σὲ γενικὲς συνελεύσεις, τῶν κατὰ τὸ ἄρθρο 32 τοῦ Ν. 3221/24 γνωστοποιήσεων, τῶν ἀνακοινώσεων, ποὺ προβλέπονται ἀπὸ τὸ ἄρθρο 59 παρ. 3 τοῦ Ν.Δ. 400/70 «περὶ Ἀλλοδαπῶν Ἀσφαλιστικῶν Ἑταιρειῶν» καὶ τῶν ἀποφάσεων τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου τοῦ ΕΛΤΑ, ποὺ ἀναφέρονται σὲ προσωρινὲς διατάξεις	»	1.000
5. Τῶν ἀνακοινώσεων τῶν ὑπὸ διάλυση Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν, κατὰ τὸ Β.Δ. 20/5/1939 ...	»	200
6. Τῶν ἰσολογισμῶν τῶν Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν	»	4.000
7. Τῶν συνοπτικῶν μηνιαίων καταστάσεων τῶν Τραπεζικῶν Ἑταιρειῶν	»	1.000
8. Τῶν ἀποφάσεων «περὶ ἐγκρίσεως τιμολογίων τῶν Ἀσφαλιστικῶν Ἑταιρειῶν»	»	600
9. Τῶν ὑπουργικῶν ἀποφάσεων «περὶ παροχῆς ἀδείας ἐπεκτάσεως τῶν ἐργασιῶν Ἀσφαλιστικῶν Ἑταιρειῶν», τῶν ἐκθέσεων περιουσιακῶν στοιχείων Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν γενικά, καὶ τῶν ἀποφάσεων τοῦ Δ.Σ. τοῦ ΕΛΤΑ, μὲ τὶς ὁποῖες ἐγκρίνονται καὶ δημοσιεύονται οἱ κανονισμοὶ αὐτοῦ	»	4.000
10. Τῶν ἀποφάσεων «περὶ παροχῆς πληρεξουσιότητος πρὸς ἀντιπροσώπευσιν ἐν Ἑλλάδι ἀλλοδαπῶν Ἑταιρειῶν» καὶ τῶν ἀποφάσεων «περὶ μεταβιβάσεως τοῦ χαρτοφυλακίου Ἀσφαλιστικῶν Ἑταιρειῶν κατὰ τὸ ἄρθρον 59 παρ. 1 τοῦ Ν.Δ. 400/70»	»	2.000
11. Τῶν ἀποφάσεων «περὶ συγχωνεύσεως Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν»	»	10.000
12. Τῶν ἀποφάσεων τῆς Ἐπιτροπῆς τοῦ Χρηματιστηρίου «περὶ εἰσαγωγῆς χρεωγράφων εἰς τὸ Χρηματιστήριον πρὸς διαπραγμάτευσιν, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 2 παρ. 3 Α.Ν. 148/67»	Δραχ.	..000
13. Τῶν ἀποφάσεων τῆς Ἐπιτροπῆς κεφαλαιαγορᾶς «περὶ διαγραφῆς χρεωγράφων ἐκ τοῦ Χρηματιστηρίου, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 2 παρ. 4 Α.Ν. 148/1967»		.000

Β'. Δημοσιεύματα Ἑταιρειῶν Περιωρισμένης Εὐθύνης:

1. Τῶν καταστατικῶν		1.000
2. Τῶν τροποποιήσεων τῶν καταστατικῶν	»	400
3. Τῶν ἀνακοινώσεων καὶ προσκλήσεων	»	200
4. Τῶν ἰσολογισμῶν	»	1.000
5. Τῶν ἐκθέσεων ἐκτιμήσεως περιουσιακῶν στοιχείων	»	1.000

Γ'. Δημοσιεύματα Ἀλληλασφαλιστικῶν Συνεταιρισμῶν - Ἀλληλασφαλιστικῶν Ταμείων καὶ Φιλανθρωπικῶν Σωματείων:

1. Τῶν ὑπουργικῶν ἀποφάσεων «περὶ χορηγήσεως ἀδείας λειτουργίας Ἀλληλασφαλιστικῶν Συνεταιρισμῶν - Ἀλληλασφαλιστικῶν Ταμείων»	»	1.000
2. Τῶν Ἰσολογισμῶν τῶν ἀνωτέρω Συνεταιρισμῶν, Ταμείων καὶ Σωματείων	»	1.000
ΙΙ. Στὸ Τέταρτο τεῦχος, τῶν δικαστικῶν πράξεων, προσκλήσεων καὶ λοιπῶν δημοσιεύσεων.	»	400

Τὸ ποσοστὸ ἐπὶ τῶν τελῶν δημοσιεύσεων στὸ Τεῦχος Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν καὶ Ἑταιρειῶν Περιωρισμένης Εὐθύνης, ποὺ πρέπει νὰ καταβάλλεται ὑπὲρ τοῦ Ταμείου Ἀλληλοβοηθείας Προσωπικοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου (ΤΑΠΕΤ), ὁρίσθηκε γενικὰ σὲ 5ο/ο.

Δ'. ΚΑΤΑΒΟΛΗ ΣΥΝΔΡΟΜΩΝ - ΤΕΛΩΝ ΔΗΜΟΣΙΕΥΣΕΩΝ ΚΑΙ ΠΟΣΟΣΤΩΝ Τ.Α.Π.Ε.Τ.

1. Οἱ συνδρομὲς τοῦ ἐσωτερικοῦ καὶ τὰ τέλη δημοσιεύσεων προκαταβάλλονται στὰ Δημόσια Ταμεῖα ἔναντι ἀποδεικτικοῦ εἰσπράξεως, τὸ ὁποῖο φροντίζει ὁ ἐνδιαφερόμενος νὰ τὸ στείλει στὴν Ὑπηρεσία τοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου.

2. Οἱ συνδρομὲς τοῦ ἐξωτερικοῦ εἶναι δυνατὸ νὰ στέλνονται καὶ σὲ ἀνάλογο συνάλλαγμα μὲ ἐπιταγὴ ἐπ' ὀνόματι τοῦ Διευθυντῆ τῶν Διοικητικῶν καὶ Οἰκονομικῶν Ὑποθέσεων τοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου.

3. Τὸ ὑπὲρ τοῦ ΤΑΠΕΤ ποσοστὸ ἐπὶ τῶν ἀνωτέρω συνδρομῶν καὶ τελῶν δημοσιεύσεων καταβάλλεται ὡς ἑξῆς:

α) στὴν Ἀθήνα: στὸ Ταμεῖο τοῦ ΤΑΠΕΤ (Κατάστημα Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου),

β) στὶς ὑπόλοιπες πόλεις τοῦ Κράτους: στὰ Δημόσια Ταμεῖα καὶ ἀποδίδεται στὸ ΤΑΠΕΤ σύμφωνα μὲ τὶς 192378/3639/1947(RONEO 185) και 178046/5321/31.7.65 (RONEO 139) ἐγκύκλιες διαταγὲς τοῦ Γ.Λ.Κ.,

γ) στις περιπτώσεις συνδρομῶν ἐξωτερικοῦ: ὅταν ἡ ἀποστολή τους γίνεται μὲ ἐπιταγές, μαζὶ μ'αὐτὲς στέλνεται καὶ τὸ ὑπὲρ τοῦ ΤΑΠΕΤ ποσοστό.

Ὁ Γενικὸς Διευθυντὴς
ΒΑΣΙΛΕΙΟΣ ΣΤ. ΝΙΚΑΣ

ΑΠΟ ΤΟ ΕΘΝΙΚΟ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟ